



Global Network
on Extremism & Technology



Théories du complot, radicalisation et médias numériques

Daniel Allington

*Le GNET est un projet spécial du Centre international
d'étude de la radicalisation du King's College, à Londres.*

*L'auteur de ce rapport est
Daniel Allington.*

Le Global Network on Extremism and Technology (Réseau mondial sur l'extrémisme et la technologie – GNET) est une initiative de recherche universitaire bénéficiant du soutien du Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme (GIFCT), une initiative indépendante mais financée par le secteur qui vise à mieux comprendre et lutter contre l'utilisation des technologies par les groupes terroristes. Le GNET est formé et dirigé par le Centre international d'étude de la radicalisation (ICSR), un centre de recherche universitaire basé dans les locaux du Département d'étude des guerres du King's College, à Londres. Les opinions et conclusions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne doivent en aucun cas être interprétées comme représentant les opinions et conclusions, expresses ou implicites, du GIFCT, du GNET ou de l'ICSR.

COORDONNÉES

Pour toute question, demande d'information et demande de copies supplémentaires du présent rapport, contacter :

ICSR
King's College London
Strand
Londres WC2R 2LS
Royaume-Uni

T. **+44 20 7848 2098**
E. **mail@gnet-research.org**

Twitter : **@GNET_research**

Ce rapport peut, comme toutes les autres publications du GNET, être téléchargé gratuitement à partir du site Internet du GNET : www.gnet-research.org.

© GNET

Résumé exécutif

Ce rapport a pour objet d'étudier le rôle que les théories du complot, en particulier celles diffusées sur les médias sociaux, peuvent jouer dans le processus de radicalisation, et d'émettre des recommandations sur la manière d'en minimiser la survenance.

Il montrera qu'il existe des preuves évidentes :

- que les théories du complot sont diffusées sur les réseaux sociaux et les plateformes de partage de contenus ;
- qu'historiquement, les théories du complot ont joué un rôle important dans la radicalisation, le terrorisme, les persécutions et les génocides ;
- que la croyance dans les théories du complot sont psychologiquement associées à la bigoterie, à l'extrémisme et à la volonté d'enfreindre la loi ;
- que les auteurs et auteurs présumés de nombreuses fusillades récentes étaient motivés par leur croyance en des théories du complot ;
- que les théories du complot ont joué un rôle central dans les violences politiques récentes aux États-Unis, y compris l'insurrection du 6 janvier 2021 ;
- que les mesures prises par les réseaux sociaux et plateformes de partage de contenus ne suffisent pas à résoudre les problèmes associés aux théories du complot, notamment parce qu'ils sont eux-mêmes conçus pour favoriser et protéger les croyances conspirationnistes.

Le rapport conclura en suggérant qu'une métamorphose culturelle est indispensable, notamment la compréhension qu'ont de leur propre rôle les réseaux sociaux et plateformes de partage de contenus. Ils ont eu tendance jusqu'à présent à se considérer comme des espaces neutres permettant à des intervenants d'atteindre un public (sauf en cas de circonstances exceptionnelles conduisant au retrait de ce privilège) et à justifier cette perception de soi par une lecture erronée du principe de liberté d'expression. Toutefois, l'Internet d'aujourd'hui attache de plus en plus d'importance non pas à des plateformes favorisant un chacun pour soi indifférencié mais à des plateformes fournissant des contenus *de qualité*, à titre commercial (p. ex., Disney+) ou non (p. ex., Wikipédia). L'alliance avec des fournisseurs de contenus réputés dans le but de promouvoir des contenus de qualité aux dépens de la désinformation et des théories du complot ne saurait violer le principe de la liberté d'expression, et serait susceptible de pousser les utilisateurs typiques des plateformes à accorder plus d'importance aux plateformes en question.

Table des matières

Résumé exécutif	1
1 Introduction : que sont les « théories du complot », et pourquoi doivent-elles être considérées comme un problème ?	5
2 Qui sont les adeptes des théories du complot ?	9
3 Théories du complot et extrémisme violent	11
4 Théories du complot et violences politiques récentes aux États-Unis	15
5 Interventions conçues pour lutter contre la circulation des théories du complot sur la toile	19
6 Conclusion : vers une métamorphose culturelle des plateformes	23
Contexte politique	27

1 Introduction : que sont les « théories du complot », et pourquoi doivent-elles être considérées comme un problème ?

Le terme « théorie du complot » a été inventé par Karl Popper, qui a défini « la théorie complotiste de la société » comme la croyance erronée selon laquelle « les institutions peuvent totalement s'entendre comme résultant d'une conception réfléchie »¹. Aujourd'hui, nous avons tendance à décrire les instances spécifiques de ce style explicatif comme des « théories du complot ». Les théories du complot sont unies par l'affirmation selon laquelle « [non seulement] les complots existent, mais ils sont aussi la force motrice de l'histoire »², et nécessitent « un groupe secret omnipotent de personnes complotant pour accroître leur pouvoir aux dépens des gens ordinaires »³. Elles fournissent « une explication de la politique [qui] ... prétend localiser et identifier les véritables détenteurs du pouvoir ... [à savoir] des complotistes, qui forment ce qu'on appelle souvent un gouvernement fantôme ou occulte, [et] gèrent un système politique dissimulé derrière le système visible, dont les fonctionnaires sont soit des marionnettes soit des représentants dudit gouvernement fantôme »⁴. Ces théories « s'ajoutent à une conception du monde dans lequel les autorités, y compris celles que nous élisons, sont systématiquement corrompues et malhonnêtes »⁵. L'état d'esprit associé a été décrit comme étant « politiquement corrosif » et comme pouvant conduire à la désignation de boucs émissaires et à des violences liées à un retrait de la vie politique démocratique⁶.

Les origines de la pensée conspirationniste se trouvent dans les superstitions médiévales qui se sont sécularisées après la Révolution française. Ce point, soulevé par Joshua Trachtenberg à l'apogée de l'Holocauste⁷, a été développé par Norman Cohn⁸, qui a rencontré des officiers SS et étudié leurs lectures juste après la Deuxième Guerre mondiale. En Europe, à l'époque

1 Popper, Karl, *Conjectures et réfutations : la croissance du savoir scientifique* (Londres : Routledge & Kegan Paul, 1969), p. 168.

2 Byford, Jovan, *Conspiracy theories: a critical introduction* (Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011), p. 34.

3 Yablokov, Ilya, *Fortress Russia: conspiracy theories in post-Soviet Russia* (Cambridge : Polity Press, 2018), p. 1.

4 Barkun, Michael, *A culture of conspiracy: apocalyptic visions in contemporary America* (Los Angeles : University of California Press, 2003), p. 178.

5 Aaronovitch, David, *Voodoo histories: how conspiracy theory has shaped modern history* (Londres : Vintage Books, 2010), p. 5.

6 Muirhead, Russell et Nancy L. Rosenblum, « Speaking truth to conspiracy: partisanship and trust », *Critical Review* 28:1 (2016), p. 63–88.

7 Trachtenberg, Joshua, *The devil and the Jews: the medieval conception of the Jew and its relation to modern antisemitism* (New Haven : Yale University Press, 1943).

8 Cohn, Norman, *Histoire d'un mythe : la « conspiration » juive et Les Protocoles des sages de Sion* (Paris : Gallimard, 1967).

prémoderne, les juifs étaient largement considérés comme « une ligue de sorciers employés par Satan pour détruire, à la fois spirituellement et physiquement, la chrétienté »⁹. Depuis le tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, ils ont été réimaginés comme « une instance conspiratrice déterminée à détruire puis dominer le reste de l'humanité »¹⁰, l'allégation de sorcellerie étant remplacée par l'allégation, plus rationnelle en surface, de « manipulation mentale technologique et économique » au travers des « banques, des médias de masse, des gouvernements, [et] de l'éducation »¹¹. L'« accusation de meurtre rituel contre les juifs » – selon laquelle les juifs conspirent pour assassiner des enfants et boire leur sang – est un mythe prémoderne étroitement lié à ces conspirations qui circule sous une forme rationalisée encore aujourd'hui¹².

Pour Herf, ce sont ces types de discours qui ont « le plus ouvert la voie aux conséquences radicales et génocidaires » de l'antisémitisme chez les nazis¹³. Le peuple juif n'a toutefois pas été la seule victime de cette sinistre tradition. Au Moyen-Âge, en Europe, l'imagination collective mettait les hérétiques et les sorcières sur le même plan que les juifs¹⁴, affirmant notamment qu'ils assassinaient et dévoraient des enfants¹⁵. Les accusations d'hérésie et de sorcellerie ont servi d'instrument répressif pendant plusieurs siècles¹⁶, et les peines barbares infligées étant érigées en spectacle public¹⁷. De plus, les premières cibles des premiers théoriciens du complot Augustin Barruel et John Robison n'étaient pas les juifs, mais les francs-maçons et les Illuminati (qui, en réalité, n'existent plus)¹⁸. Les nazis¹⁹ comme les franquistes²⁰ ont durement persécuté les francs-maçons (il convient de noter toutefois que les francs-maçons allemands ont pu échapper aux persécutions en quittant l'organisation et en rejoignant le régime nazi)²¹.

Compte tenu du fait que les théories du complot trouvent leurs racines dans les superstitions prémodernes, il semble paradoxal qu'elles soient si étroitement associées à Internet. Un nombre important de travaux de recherche indiquent toutefois que les réseaux sociaux et les plateformes de partage de contenus comme YouTube, Facebook, Twitter et Instagram servent de vecteurs à la diffusion de croyances conspirationnistes et de formes connexes

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

11 Zukier, Henri, « The conspiratorial imperative: medieval Jewry in Western Europe ». In : *Changing conceptions of conspiracy*, dirigé par Carl F. Graumann et Serge Moscovici (New York/Berlin/Heidelberg/Londres/Paris/Tokyo : Springer-Verlag, 1987), p. 95.

12 Hirsh, David, *Contemporary left antisemitism* (Abingdon : Routledge, 2017), p. 206.

13 Herf, Jeffrey, *The Jewish enemy: Nazi propaganda during World War II and the Holocaust* (Cambridge, Massachusetts/Londres : The Belknap Press of Harvard University Press, 2006), p. 10.

14 Trachtenberg, *The devil and the Jews*, p. 215.

15 Cohn, Norman S., *Europe's inner demons: an enquiry inspired by the great witch-hunt* (Londres : Chatto et Heinemann, 1975).

16 Caldwell Ames, Christine, *Righteous persecution: Inquisition, Dominicans, and Christianity in the Middle Ages* (Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2009) ; Murphy, Cullen, *God's jury: the Inquisition and the making of the modern world* (Boston/New York : Houghton Mifflin Harcourt, 2012).

17 Loewenstein, David, « Writing and the persecution of heretics in Henry VIII's England: the examinations of Anne Askew », In : *Heresy, Literature, and Politics in Early Modern English Culture*, édité par David Loewenstein et John Marshall (Cambridge/New York/Melbourne/Madrid/Le Cap/Singapour/São Paulo/Delhi/Dubai/Tokyo : Cambridge University Press, 2006), p. 11-39.

18 Byford, *Conspiracy theories*, p. 40.

19 Doney, Keith, « Freemasonry in France during the Nazi occupation and its rehabilitation after the end of the Second World War », Thèse de doctorat (Université d'Aston, 1993).

20 Ruiz, Julius, « Fighting the international conspiracy: the Francoist persecution of Freemasonry, 1936-1945 », *Politics, Religion, and Ideology* 12:2 (2011), p. 179-96.

21 Thomas, Christopher Campbell, « Compass, square, and swastika: Freemasonry in the Third Reich », Thèse de doctorat (Université A&M du Texas, 2011).

de mésinformation²². On a par ailleurs observé d'autres plateformes populaires en ligne où les théories du complot circulent largement, comme la section des commentaires des principaux journaux²³. Enfin, si les théories du complot sont en partie un phénomène que l'on retrouve dans la population générale, elles constituent aussi le fonds de commerce d'influenceurs tels qu'Alex Jones et David Icke. Ces professionnels de la théorie du complot, qui ressemblent peut-être davantage à des escrocs qu'à des propagandistes, sont capables de soutirer d'importantes sommes d'argent à leur public grâce au merchandising, à la vente en ligne²⁴ et à des campagnes de financement²⁵, et ont généré d'importantes recettes publicitaires pour les réseaux sociaux et plateformes de partage de contenus²⁶.

Dans le contexte de la stratégie antiterroriste britannique, la radicalisation est officiellement définie comme « le processus par lequel une personne en arrive à soutenir le terrorisme et les formes d'extrémisme conduisant au terrorisme » (l'extrémisme étant défini comme « l'opposition virulente ou active » aux valeurs comme la « démocratie, l'État de droit, la liberté individuelle, le respect mutuel et la tolérance des différentes croyances et religions »)²⁷. Compte tenu des observations ci-dessus, il existe un risque évident que les théories du complot jouent un rôle dans la radicalisation telle que définie par ce texte. En effet, dans la Grande-Bretagne des années 1970, un spécialiste de la psychologie sociale a découvert que les théories du complot s'inscrivaient dans une stratégie complexe de radicalisation d'extrême droite, qui invitait les recrues potentielles à commander de

-
- 22 Pandey, A., N. Patni, M. Sing, A. Sood et G. Singh, « YouTube as a source of information on the H1N1 influenza pandemic ». *American Journal of Preventative Medicine* 38:3 (2010), p. 1-3; Buchanan, Rachel et Robert D. Beckett, « Assessment of vaccination-related information for consumers available on Facebook ». *Health Information and Libraries Journal* 31:3 (2014), p. 227-34; Oyeyemi, Sunday Oluwafemi, Elia Gabarron et Rolf Wynn, « Ebola, Twitter, and misinformation: a dangerous combination? ». *British Medical Journal* 349 (2014), p. 6178; Seymour, Brittany, Rebekah Getman, Avinash Saraf, Lily H. Zhang et Elisabeth Kalenderian, « When advocacy obscures accuracy online: digital pandemics of public health misinformation through an antifluoride case study ». *American Journal of Public Health* 105 (2014), p. 517-23; Pathak, Ranjan, Dilli R. Poudel, Paras Karmacharya, Amrit Pathak, Madan Raj Aryal, Maryam Mahmood et Andy Donata, « YouTube as a source of information on Ebola virus disease ». *North American Journal of Medical Sciences* 7:7 (2015), p. 306-9; Chaslot, Guillaume, « How YouTube's A.I. boosts alternative facts: YouTube's recommendation A.I. is designed to maximize the time users spend online. Fiction often outperforms reality ». *Medium* (31 mars 2017), <https://medium.com/@guillaumechaslot/how-youtubes-a-i-boosts-alternative-facts-3cc276f47cf7>; Ortiz-Martinez, Yeimar et Luisa F. Jiménez-Arcia, « Yellow fever outbreaks and Twitter: rumours and misinformation ». *American Journal of Infection Control* 45 (2017), p. 815-16; Sharma, Megha, Kapil Yadav, Nikita Yadav et Keith C. Ferdinand, « Zika virus pandemic – analysis of Facebook as a social media health information platform ». *American Journal of Infection Control* 45:3 (2017), p. 301-2; Starbird, Kate, « Examining the alternative media ecosystem through the production of alternative narratives of mass shooting events on Twitter ». Onzième Conférence internationale de l'AAAI sur le web et les médias sociaux (2017); Bora, Kaustubh, Dulmoni Das, Bhupen Barman et Probodh Borah, « Are Internet videos useful sources of information during global public health emergencies? A case study of YouTube videos during the 2015-16 Zika virus pandemic ». *Pathogens and Global Health* 112:6 (2018), p. 320-8; Broniatowski, David A., Amelia M. Jamison, SiHua Qi, Lulwah AlKulaib, Tao Chen, Adrian Benton, Sandra C. Quinn et Mark Dredze, « Weaponized health communication: Twitter bots and Russian trolls amplify the vaccine debate ». *American Journal of Public Health* 108:10 (2018), p. 1378-84; Ribeiro, Manoel Horta, Raphael Ottoni, Robert West, Virgilio A. F. Almeida et Wagner Meira Jr., « Auditing radicalization pathways on YouTube ». Woodstock '18: colloque de l'ACM sur la détection neurale du regard, Woodstock, NY, 3-5 juin 2018; Basch, Corey H., Nicole Milano et Grace C. Hillyer, « An assessment of fluoride related posts on Instagram ». *Health Promotion Perspectives* 9:1 (2019), p. 85-8; Bovet, Alexandre et Hernán Makse, « Influence of fake news in Twitter during the 2016 US presidential election ». *Nature Communications* 10:7 (2019), p. 1-14; Ichau, Elke, Thomas Frissen et Leen d'Haenens, « From #selfie to #edgy. hashtag networks and images associated with the hashtag #jews on Instagram ». *Telematics and Informatics* 44 (2019); Massey, Phillip M., Matthew D. Kearney, Michael K. Hauer, Preethi Selvan, Emmanuel Koku et Amy E. Leader, « Dimensions of misinformation about the HPV vaccine on Instagram: content and network analysis of social media characteristics ». *Journal of Medical Internet Research* 22:12 (2019); Allington, Daniel et Tanvi Joshi, « 'What others dare not say': an antisemitic conspiracy fantasy and its YouTube audience ». *Journal of Contemporary Antisemitism* 3:1 (2019), p. 35-53; Gruzd, Anatoliy et Philip Mai, « Going viral: how a single tweet spawned a COVID-19 conspiracy theory on Twitter ». *Big Data & Society* (2020); Kouzy, Ramez, Joseph Abi Jaoude, Afif Kraitem, Molly B. El Alam, Basil Karam, Elio Adib, Jabra Zarka, Cindy Traboulsi, Elie W. Akl et Khalil Baddour, « Coronavirus goes viral: quantifying the COVID-19 misinformation epidemic on Twitter ». *Cureus* 12:3 (2020); Oi-Yee Li, Heidi, Adrian Bailey, David Huynh et James Chan, « YouTube as a source of information on COVID-19: a pandemic of misinformation? ». *BMJ Global Health* 5 (2020); Allington, Daniel, Beatriz Buarque et Daniel Flores, « Antisemitic conspiracy fantasy in the age of digital media: three 'conspiracy theorists' and their YouTube audiences ». *Language & Literature* (2021) première publication en ligne.
- 23 Wood, Michael J. et Karen M. Douglas, « Online communication as a window to conspiracist worldviews ». *Frontiers in Psychology* 6 (2015).
- 24 Byford, *Conspiracy theories*, p. 11.
- 25 Allington, Buarque et Flores, « Antisemitic conspiracy fantasy ».
- 26 CCDH, *#DeplatformIcke: How Big Tech powers and profits from David Icke's lies and hate, and why it must stop*. Center for Countering Digital Hate (Londres, 2020). https://252f2edd-1c8b-49f5-9bb2-cb57bb47e4ba.filesusr.com/ugd/f4d9b9_db8ff469f6914534ac02309bb488f948.pdf.
- 27 Gouvernement britannique, *Prevent Strategy*. Cm 8092 (2011), p. 107-108.

la littérature complétant les détails explicitement racistes omis par les théories du complot diffusées publiquement²⁸. L'autobiographie publiée ultérieurement par un ancien dirigeant néonazi confirme que la radicalisation de ce dernier avait presque exactement suivi ce schéma²⁹. Toutefois, le potentiel de radicalisation des théories du complot ne se limite pas nécessairement aux cas où elles sont diffusées par des organisations extrémistes. Le FBI, par exemple, a déclaré ce qui suit :

Le FBI estime qu'il est très probable que des théories du complot politiques antigouvernementales, identitaires et marginales apparaissent, se diffusent et évoluent sur le marché de l'information moderne à court terme, favorisant un sentiment antigouvernemental, encourageant les préjugés raciaux et religieux, renforçant les tensions politiques et poussant occasionnellement des groupes et des individus à commettre des infractions ou des actes violents³⁰.

Les principaux théoriciens du complot n'émettent généralement pas d'appels directs à l'action spécifique, mais leurs discours semblent souvent calculés pour inspirer le sentiment d'injustice. Par exemple, un ouvrage rédigé par un théoricien du complot et souvent retweeté par le président des États-Unis Donald Trump commence par annoncer l'intention de l'auteur de susciter « l'indignation face aux mensonges répétés pendant tant d'années par la machine monstrueuse et bien huilée connue sous le nom d'État profond »³¹. La question suivante se pose alors : la circulation relativement libre de ces discours sur la toile peut-elle susciter, malgré l'absence de programme radical explicite, un climat général de radicalisme indirect, poussant un certain nombre d'individus à commettre spontanément des actes de terrorisme, voire à accepter le leadership d'extrémistes violents ? Comme nous le montrerons dans ce rapport, la réponse à cette question semble être affirmative. Mais, nous le verrons dans la dernière partie, les réseaux sociaux et plateformes de partage de contenus n'ont, heureusement, aucune raison de continuer à perpétuer cette situation.

28 Billig, Michael, *Fascists: a social psychological view of the National Front* (Londres/New York/San Francisco: Academic Press, 1978), p. 172–3.

29 Ray, Hill et Andrew Bell, *The other face of terror: inside Europe's neo-Nazi network* (Londres: Grafton Books, 1984), p. 28–36.

30 Bureau du FBI à Phoenix, *(U//LES) Anti-government, identity based, and fringe political conspiracy theories very likely to motivate some domestic extremists to commit criminal, sometimes violent activity*. (Federal Bureau of Investigation, 30 mai 2019), p. 5.

31 Stone, Jeremy, *History of the Deep State*, vol. 1 (publication par l'auteur, lieu de publication inconnu, 2018), ch. 1.

2 Qui sont les adeptes des théories du complot ?

D'abondantes recherches en psychologie ont été menées pour découvrir les caractéristiques prédisposant à croire aux théories du complot. L'étude classique a conclu que les croyances complotistes sont prédites par l'anomie (mécontentement et rejet de la société et de ses normes)³². Une étude ultérieure a découvert que les croyances complotistes étaient associées à l'anomie, aux tendances autoritaires, au manque d'estime de soi et à un sentiment d'impuissance³³, tandis qu'une autre a conclu que l'adhésion à une nouvelle théorie du complot inventée par les chercheurs pouvait être prédite par l'adhésion à des théories du complot existantes, par la croyance aux phénomènes paranormaux et par un niveau d'intelligence générale plus faible³⁴. La découverte réitérée d'une corrélation entre des croyances complotistes sans rapport les unes avec les autres (et, dans certains cas, contradictoires) est difficile à expliquer³⁵. Dans l'étude classique, Ted Goertzel a suggéré, de manière influente, que ces croyances sont corrélées parce qu'elles forment un système monologique³⁶, mais des psychologues ont avancé au contraire que la « disposition sous-jacente à une personnalité inadaptée favorise la naissance d'une conception du monde donnant plus de place aux théories du complot »³⁷. Il existe des éléments probants suggérant que les croyances complotistes peuvent fluctuer en fonction du contexte, apparaissant (et disparaissant aussi, sans doute) en fonction de l'usage réservé par les individus aux indices à leur disposition pour donner un sens au monde qui les entoure³⁸.

Partant de l'hypothèse que l'association négative souvent observée entre niveau d'éducation et croyance conspirationniste peut s'expliquer par une prévalence plus faible de certains biais cognitifs chez les personnes plus éduquées, les chercheurs ont découvert que la croyance dans les théories du complot pouvait être prédite par l'anthropomorphisme et l'impression erronée qu'il existe une intentionnalité³⁹; peut-être de façon connexe, les chercheurs ont découvert que les liens entre niveau d'éducation et croyance

32 Goertzel, Ted, « Belief in conspiracy theories ». *Political Psychology* 15:4 (1994), p. 731–42.

33 Abalakina-Paap, Marina et Walter G. Stephan, « Beliefs in conspiracies ». *Political Psychology* 20:3 (1999), p. 637–47.

34 Swami, Viren, Rebecca Coles, Stefan Stieger, Jakob Pietschnig, Adrian Furnham, Sherry Rehim et Martin Voracek, « Conspiracist ideation in Britain and Austria: evidence of a monological belief system and associations between individual psychological differences and real-world and fictitious conspiracy theories ». *British Journal of Psychology* 102:3 (2011), p. 443–63.

35 Voir notamment Swami, Viren, Tomas Chamorro-Premuzic et Adrian Furnham, « Unanswered questions: a preliminary investigation of personality and individual difference predictors of 9/11 conspiracist beliefs ». *Applied Cognitive Psychology* 24 (2009), p. 749–61; Wood, Michael J., Karen M. Douglas et Robbie M. Sutton, « Dead and alive: beliefs in contradictory conspiracy theories ». *Social Psychological and Personality Science* 3:6 (2012), p. 767–73.

36 Goertzel, « Belief in conspiracy theories ».

37 Swami, Viren, Laura Weis, Aixe Lay, David Barron et Adrian Furnham, « Associations between belief in conspiracy theories and the maladaptive personality traits of the personality inventory for DSM-5 ». *Psychiatry Research* 236 (2016), p. 86–90.

38 Radnitz, Scott et Patrick Underwood, « Is belief in conspiracy theories pathological? A survey experiment on the cognitive roots of extreme suspicion ». *British Journal of Political Science* 47:1 (2017), p. 113–29.

39 Douglas, Karen M., Robbie M. Sutton, Mitchell J. Callan, Rael J. Dawtry et Annelie J. Harvey, « Someone is pulling the strings: hypersensitive agency detection and belief in conspiracy theories ». *Thinking & Reasoning* 22:1 (2016), p. 57–77.

complotiste provenaient d'une croyance en des solutions simples et le sentiment d'un manque de contrôle⁴⁰. Aux États-Unis comme aux Pays-Bas, les recherches ont conclu que les catégories d'individus s'identifiant comme « d'extrême gauche » ou « d'extrême droite » étaient toutes deux plus susceptibles d'adhérer à des théories du complot⁴¹.

40 van Prooijen, Jan-Willem, « Why education predicts decreased belief in conspiracy theories ». *Applied Cognitive Psychology* 31 (2017), p. 50–58.

41 van Prooijen, Jan-Willem, André P. M. Krouwel et Thomas V. Pollet, « Political extremism predicts belief in conspiracy theories ». *Social Psychological and Personality Science* 6:5 (2015), p. 578–579.

3 Théories du complot et extrémisme violent

L'histoire de l'extrémisme violent de droite est indissociable de celle du complotisme. Des documents falsifiés prouvant soi-disant l'existence d'une conspiration juive ont servi de base à l'organisation de pogroms, d'abord dans la Russie des tsars, puis par les Armées blanches après la Révolution russe⁴². Les idées soutenues dans ces documents ont été adoptées par les organisations terroristes d'extrême droite dans l'Allemagne de Weimar, et sont devenues la pierre angulaire de l'idéologie des figures dirigeantes du parti nazi bien avant son arrivée au pouvoir⁴³. Hitler, Goebbels et Rosenberg doutaient tous de la véracité du document central – les fameux *Protocoles des sages de Sion* – mais croyaient tout de même qu'il exprimait une « vérité intérieure »⁴⁴. En Pologne, avant la guerre, les nationalistes ont entrepris une tentative de coup d'État contre le gouvernement Mościcki, sous prétexte que son dirigeant était l'agent d'un prétendu complot international fomenté par les juifs et les francs-maçons ; à la même période, le régime japonais a justifié son attaque contre la Chine au motif que cette dernière était contrôlée par la « judéo-maçonnerie »⁴⁵. Une étude des attentats terroristes mortels perpétrés sur le territoire américain par des individus et groupes d'extrême droite depuis les années 1980 a conclu qu'il existait, dans tous les cas, des *preuves directes* que leurs auteurs croyaient en un complot juif⁴⁶. Par exemple, Timothy McVeigh, le terroriste national le plus meurtrier de l'histoire américaine, était un fan de longue date de l'écrivain et animateur de radio Milton Cooper, un partisan des théories complotistes antisémites, célèbre dans le monde entier et tué en 2001 après avoir tiré une balle dans la tête d'un agent de la force publique⁴⁷.

Il existe pléthore d'autres exemples. Le terroriste norvégien d'extrême droite, Anders Breivik, qui a tué 77 personnes en 2011, était motivé par des théories complotistes islamophobes⁴⁸. Robert Bowers, auteur de la fusillade tuant onze fidèles de la synagogue Tree of Life, à Pittsburgh, croyait dans la théorie du « grand remplacement », de la « grande substitution » et du « génocide des blancs », dont l'origine remonte à Adolf Hitler⁴⁹. Des manifestes entérinant cette même théorie du complot ont été diffusés par Brenton Tarrant (auteur de l'assassinat de 51 fidèles de la mosquée Al Noor de Christchurch), Patrick Crusius (accusé d'avoir tué 22 personnes dans le centre commercial Cielo Vista d'El Paso), John Earnest (accusé d'avoir tué un fidèle de la synagogue Chabad of Poway) et Philip Manshaus (accusé d'avoir

42 Cohn, *Histoire d'un mythe*, p. 38, p. 118-19.

43 *Ibid.*, p. 141-48, p. 179-82.

44 Bytwerk, Randall L., « Believing in 'inner truth': the Protocols of the Elders of Zion in Nazi propaganda, 1933-1945 ». *Holocaust and Genocide Studies* 29:2 (2015), p. 212-29.

45 Cohn, *Histoire d'un mythe*, p. 241-2.

46 Byington, Bradley, « Antisemitic conspiracy theories and violent extremism on the far right: a public health approach to counter-radicalization ». *Journal of Contemporary Antisemitism* 2:1 (2019), p. 1.

47 Byington, « Antisemitic conspiracy theories and violent extremism on the far right », p. 8-9.

48 Berntzen, Lars Erik et Sveinung Sandberg, « The collective nature of lone wolf terrorism: Anders Behring Breivik and the anti-Islamic social movement ». *Terrorism and Political Violence* 26 (2014), p. 759-79 ; Pantucci, Raffaello, « What have we learned about lone wolves from Anders Behring Breivik? ». *Perspectives on Terrorism* 5:5-6 (2011), p. 27-42.

49 Allington et Joshi, « 'What others dare not say' », p. 37-38.

tué sa petite sœur et d'avoir tenté de tuer plusieurs fidèles du Centre islamique Al-Noor à Bærum)⁵⁰. Stephan Balliet, qui a fait deux victimes dans une tentative de fusillade contre une synagogue de Halle, avait adopté une position négationniste vis-à-vis de l'holocauste et avait présenté une version explicitement antisémite de la théorie du « grand remplacement » dans un livestream lancé juste avant l'attentat⁵¹. Avant de tuer dix personnes dans des bars à chicha à Hanau, Tobias Rathjen a diffusé une vidéo YouTube annonçant que les États-Unis étaient « sous le contrôle de sociétés secrètes invisibles » qui « maltraitent, torturent et tuent un nombre incroyable d'enfants ». Il a exhorté tous les Américains à « éteindre les médias traditionnels » et à « se battre maintenant »⁵². Aucun de ces individus ne semble avoir été membre d'une organisation extrémiste. Dans tous les cas, leur radicalisation semble avoir été le produit d'une immersion volontaire dans un monde en grande partie virtuel saturé de pensées conspirationnistes.

Il existe également un rapport évident entre les théories du complot et l'extrême gauche. Popper présente Marx comme un pionnier de la critique du conspirationnisme, mais déplore que ses partisans aient « proposé une théorie complotiste populaire de la société qui ne vaut pas mieux que le mythe des sages de Sion »⁵³. Sous Staline, les théories du complot ont été utilisées pour expliquer le « nombre incroyable de morts lors des premières décennies suivant la révolution et l'état de dévastation de l'économie »⁵⁴. Des accusations de participation à une « conspiration terroriste trotskiste » imaginaire ont été lancées au début des années 1930⁵⁵, et la menace pesant sur l'URSS, représentée par un réseau omniprésent d'espions et de saboteurs « impérialistes », a été intégrée à la doctrine soviétique officielle⁵⁶. Cette culture a survécu après la mort de Staline : la propagande soviétique des années 1960 employait des « théories conspirationnistes ouvertement antisémites et des représentations démoniaques des juifs et des sionistes qui faisaient écho à l'antisémitisme traditionnel européen »⁵⁷. Cette propagande était extrêmement influente chez les sympathisants – individuels et collectifs – de l'idéologie, et certains chercheurs avancent que, pendant les « années 1970 et 1980, l'extrême gauche du Royaume-Uni et du continent voyaient la politique au Moyen-Orient presque exclusivement à travers le prisme de l'antisionisme soviétique »⁵⁸. L'étude de documents d'archive déclassifiés relatifs au ministère de la Propagande de l'URSS suggère que cette forme de propagande était motivée par des croyances sincères de membres haut placés du parti communiste au pouvoir⁵⁹.

50 Burke, Jason, « Norway mosque attack suspect 'inspired by Christchurch and El Paso shootings': online posts by Philip Manshaus praising other white extremist attacks emerge ». *The Guardian* (11 août 2019) ; Noack, Rick, « Christchurch endures as extremist touchstone, as investigators probe suspected El Paso manifesto ». *Washington Post* (6 août 2019) ; Darby, Luke, « How the 'Great Replacement' conspiracy theory has inspired white supremacist killers ». *Daily Telegraph* (5 août 2019).

51 Chernick, Ilanit, Herb Keinon et Benjamin Weintal, « Two killed in attack near synagogue in Halle, Germany. Gunman tried to blast way into shul, shot at passersby, kebab shop patrons. Rivlin calls on Germany to 'bring full force of law against antisemitism' ». *Jerusalem Post* (10 octobre 2019), p. 1.

52 Allington et Joshi, « 'What others dare not say' », p. 37.

53 Popper, *Conjectures et réfutations*, p. 125.

54 Yablokov, *Fortress Russia*, p. 20.

55 Haslam, Jonathan, « Political opposition to Stalin and the origins of the terror in Russia, 1932–1936 ». *The Historical Journal* 29:2 (1986), p. 395.

56 Shinar, Chaim, « Conspiracy narratives in Russian politics: from Stalin to Putin ». *European Review* 26:4 (2018), p. 649–50.

57 Rich, Dave, *The left's Jewish problem: Jeremy Corbyn, Israel, and anti-Semitism*, 2^e éd. (Londres : Biteback Publishing, 2018), p. 53.

58 Byford, *Conspiracy theories*, p. 65.

59 Gjerde, Åsmund Borgen, « The logic of anti-Zionism: Soviet elites in the aftermath of the Six-Day War ». *Patterns of Prejudice* 52:4 (2018), p. 271–92.

Enfin, les théories du complot ont également joué un rôle central dans l'extrémisme religieux. L'islamisme repose sur le conspirationnisme : comme l'observe Tibi, « les islamistes diffusent l'idée d'un Islam assiégé confronté à une *mu'amarah* (conspiration) élaborée par les *al-yahud wa al-salibiyun* (les juifs et les croisés) »⁶⁰. Cette vision du monde sert de justification aux crimes terribles commis par les djihadistes contre des musulmans et des non musulmans. Elle sert par ailleurs d'instrument de recrutement : dans la propagande islamiste destinée aux publics d'Occident, les « médias occidentaux sont présentés comme une extension des intérêts des croisés et des sionistes, un outil de propagande engagé par les forces antimusulmanes dans une guerre contre l'Islam »⁶¹. D'autres formes de terrorisme religieusement motivé ont aussi été liées au conspirationnisme, dont le meilleur exemple est peut-être Aum Shinrikyo, un culte bouddhiste syncrétique désigné comme organisation terroriste dans plusieurs pays. Deux mois avant la commission de son crime le plus célèbre – une attaque à l'arme chimique dans le métro de Tokyo, qui a fait 13 victimes mortelles et d'innombrables blessés – le culte avait « publié un tract crûment antisémite ... dans lequel il présentait toute l'histoire post-guerre du Japon sous le prisme d'une domination du pays par les juifs » et « déclar[ait] officiellement la guerre au 'gouvernement mondial fantôme' »⁶².

Outre les preuves historiques mentionnées ci-dessus, l'idée d'une association non seulement entre le conspirationnisme et l'extrémisme, mais également entre le conspirationnisme et la propagation d'appels au crime et de préjugés ethniques et religieux est clairement appuyée par les statistiques. Selon Imhoff, Dieterle et Lamberty (2021), la mentalité conspirationniste est associée à une intention réduite de s'engager dans les formes normatives d'action politique comme le vote, la prise de contact avec les personnalités politiques et la participation aux manifestations légales, et à une intention accrue de s'engager dans des formes non normatives d'action politique comme la destruction de propriété et la violence à l'encontre des hommes et femmes politiques et des agents de la force publique⁶³. En se fondant sur les études montrant que la mentalité conspirationniste suppose à la fois une perception de la puissance de certains groupes et une hostilité à l'égard de ces groupes, Imhoff et Bruder avancent que « le raccourci mental consistant à rejeter la faute sur des individus ou des groupes peut favoriser l'action sociale visant à saper les actions ou objectifs de ceux perçus comme étant des complotistes », mais avertissent que « les manifestations sociales appuyées par des croyances conspirationnistes peuvent aussi être particulièrement enclines à mal tourner en ciblant des groupes ou individus et en les utilisant comme des boucs émissaires »⁶⁴. De même, les preuves expérimentales suggèrent non seulement que l'exposition aux théories du complot sur les immigrants augmentent les préjugés contre les immigrants et que l'exposition aux théories du complot sur les juifs réduit la

60 Tibi, Bassam, *Islamism and Islam* (New Haven: Yale University Press, 2012), p. 58.

61 Wiktorowicz, Quintan, *Radical Islam rising: Muslim extremism in the West* (Lanham, Maryland: Rowman and Littlefield, 2005), p. 155.

62 Pipes, Daniel, *Conspiracy: how the paranoid style flourishes and where it comes from* (New York/Londres/Toronto/Sydney/Singapour: The Free Press, 1997), p. 180.

63 Imhoff, Roland, Lea Dieterle et Pia Lamberty, « Resolving the puzzle of conspiracy worldview and political activism: belief in secret plots decreases normative but increases nonnormative political engagement ». *Social Psychological and Personality Science* 12:1 (2021), p. 71–9.

64 Imhoff, Roland et Martin Bruder, « Speaking (un-)truth to power: conspiracy mentality as a generalised political attitude ». *European Journal of Personality* 28 (2014), p. 39.

volonté de voter pour des candidats politiques juifs, mais aussi que l'exposition aux théories du complot sur les juifs renforce les préjugés à l'encontre d'autres groupes non dominants⁶⁵. Enfin, la recherche montre que les croyances conspirationnistes prédisposent au comportement criminel, et que l'exposition aux théories du complot renforcent l'intention de commettre des infractions.⁶⁶

65 Jolley, Daniel, Rose Meleady et Karen M. Douglas, «Exposure to intergroup conspiracy theories promotes prejudice which spreads across groups». *British Journal of Psychology* 111 (2020), p. 17–35.

66 Jolley, Daniel, Karen M. Douglas, Ana C. Leite et Tanya Schrader, «Belief in conspiracy theories and intentions to engage in everyday crime». *British Journal of Social Psychology* 58:3 (2019), p. 534–49.

4 Théories du complot et violences politiques récentes aux États-Unis

Ces dernières années, nous avons assisté à la formation, par des conspirationnistes, de mouvements extrémistes en tant que tels, créant des milieux informels au sein desquels la violence politique est justifiée, voire encouragée. « Pizzagate » en constitue un exemple très concret. C'est le nom donné à une théorie du complot selon laquelle des enfants auraient été maltraités et assassinés dans la cave de la pizzeria Comet Ping Pong par des membres haut placés du parti démocrate américain, des allégations qui font clairement écho aux superstitions médiévales sur les juifs et les sorciers (voir la section 1). Cette théorie était soutenue à la fois par le site Internet InfoWars d'Alex Jones et par le Breitbart News Network, un site pro-Trump, ainsi que par une série de comptes sur les médias sociaux et de célébrités de la toile⁶⁷. Le 1^{er} décembre 2016, Edgar Maddison Welch a invité ses amis à le rejoindre dans un « raid » contre Comet Ping Pong, en leur disant qu'ils allaient peut-être devoir « sacrifier une poignée de personnes pour sauver la vie de nombreuses autres »⁶⁸. Le 4 décembre, Welch arrivait au restaurant armé d'un couteau, d'une arme de poing et d'un fusil d'assaut AR-15. Après avoir menacé le personnel, fouillé les locaux et tiré plusieurs coups, il a été appréhendé par la police et condamné à quatre ans de prison⁶⁹.

Cesar Sayoc, qui, en 2019, a été condamné à 20 ans de réclusion pour ce que le juge a décrit comme des « actes effroyables de terrorisme intérieur », est un autre exemple⁷⁰. Il a notamment envoyé à des membres et partisans importants du parti démocrate 16 bombes artisanales qu'il avait construites lui-même. Livrés en octobre 2018, ces dispositifs rudimentaires étaient peu susceptibles d'exploser, mais leur découverte a entraîné la fermeture de nombreuses institutions, y compris des écoles⁷¹. D'après ses avocats, Sayoc était « connecté » à des centaines de groupes Facebook d'extrême droite ... [qui] soutenaient différentes théories du complot auxquelles il « croyait fermement », ce qui a servi de motivation à ses actes⁷². Sur Twitter notamment, Sayoc avait diffusé un grand nombre de memes conspirationnistes alléguant souvent l'existence de complots impliquant certaines des personnes qu'il avait ciblées⁷³.

67 Robb, Amanda, « Anatomy of a fake news scandal: inside the web of conspiracy theorists, Trump campaigners, and Twitter bots who manufactured the 'news' that Hillary Clinton ran a pizza-restaurant child-sex ring ». *Rolling Stone* (16 novembre 2017).

68 *Ibid.*

69 BBC, « 'Pizzagate' gunman sentenced to four years ». British Broadcasting Corporation (22 juin 2017), <https://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-40372407>.

70 Ramey, Corinne, « Mail bomber Cesar Sayoc sentenced to 20 years in prison: Trump supporter had pleaded guilty to 65 felonies for mailing bombs to prominent Democrats across US ». *Wall Street Journal* (5 août 2019), <https://www.wsj.com/articles/mail-bomber-cesar-sayoc-sentenced-to-20-years-in-prison-11565040459>.

71 États-Unis d'Amérique c/ Sayoc, Tribunal de district des États-Unis, District Sud de New York.

72 Baumgartel, Sarah, Amy Gallicchio et Ian Marcus Amelkin, « Re: United States v. Cesar Altieri Sayoc » (22 juillet 2019).

73 Allington, Daniel et David Toube, « Conspiracy theories are not a harmless joke: alienated individuals are radicalised ». *New Statesman* (16–22 novembre 2018), p. 15–16.

Selon la théorie du complot «QAnon», les États-Unis seraient contrôlés par une cabale de pédophiles contre lesquels Donald Trump mène une guerre secrète. Elle recycle ainsi tous les éléments de Pizzagate, et trouve ses origines dans l'antisémitisme et la chasse aux sorcières de l'époque médiévale, en avançant des allégations explicites de satanisme et d'hématophagie (consommation de sang) ciblant les enfants (théorie modernisée grâce à une spéculation pseudo-scientifique sur le prélèvement et l'utilisation d'adrénochrome). La théorie est née de l'interprétation collective d'une série de messages très énigmatiques, dont les premiers ont été publiés sur le forum de discussion 4chan en octobre 2017 par un utilisateur anonyme identifié sous le nom de Q et soutenu dès le début à la fois par Alex Jones et par Curt Schilling, de Breitbart⁷⁴. Si Trump n'a jamais affirmé que la théorie était vraie, il soutient publiquement ses partisans depuis août 2018, date à laquelle il a invité Michael LeBron à la Maison-Blanche⁷⁵. Le 15 juin 2018, Matthew Philip Wright a bloqué un pont traversant le fleuve Colorado à l'aide d'un véhicule blindé, arborant des panneaux écrits à la main demandant à Trump de divulguer des informations mentionnées dans des messages de Q. Après une brève course-poursuite, Wright a été appréhendé par des agents de la force publique, qui ont découvert une arme de poing et un fusil d'assaut AR-15 dans son véhicule. Il a été condamné à sept ans et neuf mois de prison⁷⁶. Parmi les autres infractions apparemment motivées par des croyances dans les théories de QAnon, nous pouvons citer l'attaque au véhicule sur la résidence officielle du Premier ministre canadien et un projet présumé visant à faire détoner un engin explosif à Springfield, dans l'Illinois⁷⁷.

En mai 2019, le FBI a publié un communiqué avertissant que les théories du complot étaient très susceptibles de motiver d'autres activités criminelles et violentes, identifiant les moments clés du cycle électoral de 2020 comme de plausibles situations critiques et nommant spécifiquement Pizzagate et QAnon⁷⁸. Les inquiétudes du FBI semblent avoir été justifiées, compte tenu de la prise d'assaut du Capitole à Washington le 6 janvier 2021, qui a fait cinq morts, dont un officier de police (une sixième personne, également officier de police, s'est suicidée peu de temps après dans le cadre d'un incident lié, selon un ex-fonctionnaire, à l'insurrection; voir McEvoy 2021)⁷⁹. Cet événement a eu lieu à la suite d'une manifestation à l'occasion de laquelle Donald Trump avait relayé des théories du complot alléguant qu'une fraude électorale généralisée lui avait coûté l'élection présidentielle. Trump a ordonné aux manifestants de marcher vers le Capitole, puis des agents de la force publique ont été pris pour cibles par de violentes attaques avec des tuyaux métalliques et des substances nocives, et certaines parties du bâtiment ont été envahies. Les députés, les sénateurs et le vice-président ont dû être

74 Cassin, Elizabeth et Mike Wendling, «What is the #QAnon conspiracy theory?». British Broadcasting Corporation (2018). Consulté le 2 août : <https://www.bbc.co.uk/news/blogs-trending-45040614>.

75 Drury, Colin, «Trump meets 'paedophile cult' QAnon conspiracy theorist at White House». *The Independent* (25 août 2018), <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/qanon-trump-white-house-meeting-michael-lionel-lebron-conspiracy-theory-paedophile-ring-a8507766.html>.

76 Associated Press, «Man gets prison for 2018 armed Hoover Dam bridge barricade». *Las Vegas Sun* (22 décembre 2020), <https://lasvegassun.com/news/2020/dec/22/man-gets-prison-for-2018-armed-hoover-dam-bridge-b/>.

77 Beckett, Lois, «QAnon: a timeline of violence linked to the conspiracy theory». *The Guardian* (16 octobre 2020), <https://www.theguardian.com/us-news/2020/oct/15/qanon-violence-crimes-timeline>.

78 Bureau du FBI à Phoenix, (*U//LES*) *Anti-government, identity based, and fringe political conspiracy theories*.

79 Voir McEvoy, Jemima, «Another Capitol police death: officer dies by suicide after responding to pro-Trump riot». *Forbes* (10 janvier 2021), <https://www.forbes.com/sites/jemimamcevoy/2021/01/10/another-capitol-police-death-officer-dies-by-suicide-after-responding-to-pro-trump-riot/?sh=5488e9b570dd>.

évacués par mesure de sécurité⁸⁰. Les bureaux ont été saccagés et des ordinateurs dérobés⁸¹. Des bombes artisanales suspectes ont été déposées aux sièges des partis démocrate et républicain à proximité⁸², et une perquisition policière a découvert la présence de onze bombes incendiaires improvisées, d'armes à feu et de munitions⁸³. Les émeutiers ont érigé des potences symboliques⁸⁴, et un photjournaliste chevronné les a entendus exprimer leur intention à plusieurs reprises de tuer le vice-président⁸⁵ ; des séquences vidéo montrant un groupe d'insurgés scandant « Pendez Mike Pence » ont été diffusées⁸⁶.

Un grand nombre des personnes qui ont depuis été accusées d'avoir pris part à l'insurrection/identifiées comme telles étaient des adeptes de QAnon. Par exemple, Roseanne Boyland, qui est morte des suites d'une urgence médicale dans les dernières heures de l'insurrection, a été décrite par sa sœur comme une fervente partisane de QAnon qui publiait souvent de fausses allégations⁸⁷. Ashli Babbitt, mortellement blessée par balle alors qu'elle tentait d'entrer par effraction dans une zone du Capitole appelée « Speaker's Lobby », avait écrit le jour précédant l'insurrection que « la tempête » – le dénouement mythique prédit par Q – « est là et elle s'abattra sur (Washington) D.C. dans moins de 24 heures »⁸⁸. Jacob Chansley, ou « Jake Angeli », qui serait l'homme brandissant une lance photographié sur l'estrade du Sénat⁸⁹, est un membre proéminent de la communauté QAnon, qui se présente lui-même comme le « chaman de QAnon »⁹⁰ ; il a été photographié avec une pancarte manuscrite déclarant « Je suis l'envoyé de Q »⁹¹. D'autres liens verront probablement le jour à l'avenir.

80 Tanfani, Joseph, John Shiffman, Brad Heath, Andrea Januta et Mark Hosenball, « How security failures enabled Trump mob to storm U.S. Capitol ». *Reuters* (blog) (7 janvier 2021), <https://www.reuters.com/article/us-usa-election-capitol-security-insight-idUSKBN29COR5>.

81 Satter, Raphael, « U.S. senator says Capitol building rioters made off with laptop ». *Reuters* (blog) (7 janvier 2021), <https://www.reuters.com/article/us-usa-election-cyber/u-s-senator-says-capitol-building-rioters-made-off-with-laptop-idUSKBN29C2GA>.

82 FBI, « Suspected pipe bombs in Washington, D.C. » (6 janvier 2021), <https://www.fbi.gov/wanted/seeking-info/suspected-pipe-bombs-in-washington-dc>.

83 Bureau du procureur général des États-Unis, « Alabama man charged with possession of eleven Molotov cocktails found near protest at U.S. Capitol: authorities also found one assault rifle and three handguns ». (8 janvier 2021), <https://www.justice.gov/usao-dc/pr/alabama-man-charged-possession-eleven-molotov-cocktails-found-near-protest-us-capitol>.

84 Godfrey, Elaine, « It was supposed to be so much worse: and the threat to the U.S. government hasn't passed ». *The Atlantic* (9 janvier 2021).

85 Bourg, Jim, « J'ai entendu au moins 3 insurgés présents au Capitole dire qu'ils espéraient trouver et exécuter le vice-président Mike Pence en le pendant à un arbre de Capitol Hill pour trahison. Cette phrase tournait en boucle. Beaucoup d'autres parlaient de la façon dont le VP devait être exécuté. » @jimbou (blog) (8 janvier 2021), <https://twitter.com/jimbou/status/1347559078831284227>

86 Daily Kos, « Capitol insurrectionists chant 'Hang Mike Pence!', vow to return to finish job ». (8 janvier 2021).

87 Thanawala, Sudhin, Stefanie Dazio et Jeff Martin, « Family: Trump supporter who died followed QAnon conspiracy ». *Associated Press News* (blog) (9 janvier 2021), <https://apnews.com/article/election-2020-joe-biden-donald-trump-police-elections-7051411972c58cbbf079876ce527ab4>.

88 Trotta, Daniel, Gabriella Borter et Jonathan Allen, « Woman killed in siege of U.S. Capitol was veteran who embraced conspiracy theories ». *Reuters* (blog) (7 janvier 2021), <https://www.reuters.com/article/us-usa-election-death/woman-killed-in-siege-of-u-s-capitol-was-veteran-who-embraced-conspiracy-theories-idUSKBN29C2NV>.

89 Bureau du procureur général des États-Unis, « Three men charged in connection with events at U.S. Capitol » (9 janvier 2021), <https://www.justice.gov/usao-dc/pr/three-men-charged-connection-events-us-capitol> ; Titre 47 § 230 du Code des États-Unis. Protection pour le blocage et le filtrage privés de matériel offensant.

90 BBC, « 'QAnon Shaman' Jake Angeli charged over pro-Trump riots ». *BBC News* (blog) (10 janvier 2021).

91 Johnson, Jamie, « Jake Angeli: the 'QAnon shaman' from Arizona at the heart of the Capitol riots ». *Daily Telegraph* (11 janvier 2021), <https://www.telegraph.co.uk/news/2021/01/11/jake-angeli-qanon-shaman-arizona-heart-capitol-riots/>.

5 Interventions conçues pour lutter contre la circulation des théories du complot sur la toile

Il existe depuis longtemps des preuves empiriques que de nombreux individus utilisent les supports de communication numériques pour « diffuser des mensonges qui leur semblent plausibles et qui cadrent avec leurs prédispositions politiques »⁹². Une littérature scientifique fournie a, par conséquent, vu le jour pour réfléchir aux solutions pouvant limiter cette tendance.

Certaines conclusions sont rassurantes. Le simple fait d'encourager les gens à réfléchir aux croyances conspirationnistes dans un contexte expérimental réduirait, semble-t-il, l'effet négatif de ces croyances⁹³, et le fait de les inciter à raisonner sur la résistance à la persuasion réduirait l'adhésion aux croyances conspirationnistes elles-mêmes⁹⁴. De plus, si des objections fondées peuvent être soulevées contre le « fact-checking » politique tel que souvent pratiqué dans les médias⁹⁵, il semblerait qu'il puisse tout de même avoir un effet positif en ligne : lorsque les partages d'une rumeur sur les réseaux sociaux sont contrés par des réponses qui renvoient à des pages de fact-checking, ils semblent être plus susceptibles d'être supprimés⁹⁶. La recherche montre par ailleurs que le fact-checking réduit l'effet persuasif de la mésinformation sur les réseaux sociaux, en particulier s'il est attribué à des sources spécialisées⁹⁷.

Il existe toutefois également des preuves que les rectifications explicites peuvent non seulement ne pas parvenir à réduire les croyances préexistantes en des affirmations fausses ou infondées sur certaines personnalités politiques, mais peuvent aussi, dans certains cas, les renforcer, en particulier lorsque les individus sont fermement attachés à leurs croyances ou ont des raisons idéologiques d'y être favorables⁹⁸. Par ailleurs, les corrections sur les médias sociaux sont moins susceptibles d'être acceptées lorsque la personne à l'origine de la rectification et la personne étant corrigée n'ont aucun lien préexistant⁹⁹. La vérification des informations semble surtout être

92 Garrett, R. Kelly, « Troubling consequences of online political rumoring », *Human Communication Research* 37:2 (2011), p. 270.

93 Einstein, Katherine Levine et David M. Glick, « Do I think BLS data are BS? The consequences of conspiracy theories », *Political Behaviour* 37 (2014), p. 679–701.

94 Bonetto, Eric, Jais Troian, Florent Varet, Grégory Lo Monaco et Fabien Girandola, « Priming resistance to persuasion decreases adherence to conspiracy theories », *Social Influence* 13:3 (2018), p. 125–36.

95 Uscinski, Joseph E. et Ryden W. Butler, « The epistemology of fact checking », *Critical Review* 25:2 (2013), p. 162–80; Amazeen, Michelle A., « Revisiting the epistemology of fact-checking », *Critical Review* 27:1 (2015), p. 1–22; Uscinski, Joseph E., « The epistemology of fact-checking (is still naive): rejoinder to Amazeen », *Critical Review* 27:2 (2015), p. 243–52.

96 Friggeri, Adrien, Lada A. Adamic, Dean Eckles et Justin Cheng, « Rumor cascades », Procès-verbal de la huitième Conférence internationale de l'AAAI sur les blogs et les réseaux sociaux (2014).

97 Zhang, Jingwen, Jieyu Ding Featherstone, Christopher Calabrese et Magdalena Wojcieszak, « Effects of fact-checking social media vaccine misinformation on attitudes toward vaccines », *Preventative Medicine* 145 (2021).

98 Nyhan, Brendan et Jason Reifler, « When corrections fail: the persistence of political misperceptions », *Political Behaviour* 32 (2010), p. 303–30.

99 Margolin, Drew B., Aniko Hannak et Ingmar Weber, « Political fact-checking on Twitter: when do corrections have an effect? », *Political Communication* 35:2 (2018), p. 196–219.

efficace lorsque les croyances qu'elle remet en cause sont « moins ancrées »¹⁰⁰. La recherche a aussi montré que les commentaires favorables aux contenus conspirationnistes ont tendance à recevoir plus de « j'aime » que les commentaires sceptiques, ces derniers étant par conséquent masqués¹⁰¹. Tout ceci suggère qu'il sera très difficile pour les plateformes de réparer les dégâts causés par le partage de théories du complot, en particulier lorsque ces théories ont été intégrées dans le système de croyances d'un individu ou d'un groupe et lorsque les communautés définies par la croyance dans les théories du complot représentent une part importante des connexions sociales d'un individu.

Tout semble dépendre des messages qui atteignent le public en premier. Selon la recherche, les arguments anticomplot sont efficaces s'ils ont été reçus avant l'exposition aux théories du complot, mais pas s'ils ont été reçus après¹⁰². Ceci confirme la thèse selon laquelle les partisans du complot engagés ne peuvent être raisonnés, et suggère l'efficacité des interventions fondées sur la théorie de l'inoculation, selon laquelle l'effet persuasif des arguments est réduit par une exposition préalable aux réfutations¹⁰³. Il est encourageant de constater qu'un certain nombre d'études plus récentes ont fourni de nouvelles preuves de l'efficacité de la « démystification précoce » des théories du complot¹⁰⁴. Cela dépend toutefois de la capacité à atteindre le public avant les conspirationnistes, notamment parce que l'effet positif de l'inoculation est largement réduit si le public a été préparé à la rejeter avec des phrases comme : « la prochaine fois qu'un groupe ou qu'une personne vous 'met en garde' contre le danger d'écouter ou de réfléchir à un message alternatif, ignorez-le/la »¹⁰⁵.

L'adhésion aux contenus liés à QAnon publiés sur les médias sociaux a énormément augmenté ces douze derniers mois¹⁰⁶. Pourtant, Facebook n'a pas interdit les groupes liés à QAnon jusque tard dans l'année¹⁰⁷, et les mesures prises par YouTube dans la foulée ont été plus que limitées (voir ci-dessous). Des questions subsistent également sur la systématisme avec laquelle les politiques des plateformes sont appliquées en ce qui concerne les théories du complot et d'autres formes problématiques de contenu. Selon une étude, des copies de vidéos de QAnon supprimées de Facebook et de Twitter sont restées en circulation sur ces mêmes plateformes¹⁰⁸, et une étude multiplateforme de contenus liés au COVID-19 identifiés comme des mésinformations par des organisations de fact-checking a montré qu'aucune mesure n'avait été prise concernant 59 % de ces

100 Lyons, Benjamin, Vittorio Merola et Jason Reiffer, « Not just asking questions: effects of implicit and explicit conspiracy information about vaccines and genetic modification ». *Health Communication* 34:14 (2019), p. 1748.

101 Allington et Joshi, « 'What others dare not say' », p. 35–53.

102 Jolley et al., « Belief in conspiracy theories », p. 534–49.

103 Papageorgis, Demetrios et William J. McGuire, « The generality of immunity to persuasion produced by pre-exposure to weakened counterarguments ». *Journal of Abnormal and Social Psychology* 62 (1961), p. 475–81 ; pour une méta-analyse qui confirme largement le principe général, voir Banas, John A. et Stephen A. Rains, « A meta-analysis of research on inoculation theory ». *Communication Monographs* 77:3 (2010), p. 281–311.

104 Roozenbeek, Jon, Sander van der Linden et Thomas Nygren, « Prebunding interventions based on 'inoculation' theory can reduce susceptibility to misinformation across cultures ». *Harvard Kennedy School Misinformation Review* 1:2 (2020), p. 1–23; Maertens, Rakoën, Jon Roozenbeek, Melisa Basol et Sander van der Linden, « Long-term effectiveness of inoculation against misinformation: three longitudinal experiments ». *Journal of Experimental Psychology: Applied* advance online publication (2020).

105 Banas, John A. et Gregory Miller, « Inducing resistance to conspiracy theory propaganda: testing inoculation and metainoculation strategies ». *Human Communication Research* 39 (2013), p. 204.

106 Warzel, Charlie, « QAnon was a theory on a message board. Now it's headed to Congress ». *New York Times*, (15 août 2020).

107 Luce, Edward, « QAnon cult shows America should fear the enemy within ». *Financial Times* (11 septembre 2020), p. 8.

108 Kaplan, Alex, « Facebook and Twitter said they removed a viral video spreading false claims about COVID-19. Copies are still circulating ». *Media Matters* (blog) (28 juillet 2020), <https://www.mediamatters.org/coronavirus-covid-19/facebook-and-twitter-said-they-removed-viral-video-spreading-false-claims>.

contenus sur Twitter, 27 % sur YouTube et 24 % sur Facebook, malgré les politiques de ces plateformes prévoyant la prise de mesures dans les plus brefs délais¹⁰⁹. D'autres analyses suggèrent par ailleurs que l'absence de coordination entre les plateformes nuit davantage encore à l'efficacité de leurs politiques. En effet, les chercheurs ont observé que « la stratégie visant à réduire la visibilité des mésinformations sur une plateforme ne pourra aboutir si ce même contenu est partagé des dizaines de milliers de fois sur une autre »¹¹⁰.

Dans la même veine, des chercheurs ont découvert que des créateurs liés à QAnon chassés de YouTube ont pu continuer à diffuser leurs contenus sur Apple TV, Roku et Amazon Fire¹¹¹, et à recevoir des milliers de dollars tous les mois de leurs partisans sur Patreon¹¹². En outre, la stratégie de Facebook visant à mettre en avant les informations provenant de sources fiables a donné à Breitbart un rôle de prestataire¹¹³, alors que (comme nous l'avons vu) celui-ci a joué un rôle central dans la diffusion de théories du complot liées à l'extrémisme violent. La politique de YouTube concernant les contenus recelant des affirmations conspirationnistes « servant de justification à des actes de violence dans la vie réelle » prévoit de supprimer ce type de contenu uniquement s'il « cible un individu ou un groupe particulier », ce qui ouvre une brèche dans laquelle de nombreux contenus dangereux sont susceptibles de s'engouffrer¹¹⁴.

Les données probantes présentées dans cette section suggèrent que, pour empêcher que les croyances conspirationnistes ne prennent racine, il sera nécessaire de fournir aux individus des arguments rationnels *avant* qu'ils ne soient exposés à des théories du complot, et à un moment où leurs connexions sociales ne sont pas encore dominées par des adeptes de ces théories. Ceci n'est pas compatible avec la facilitation de la diffusion des théories du complot et la formation de groupes attachés à des pensées conspirationnistes. Pour s'attaquer réellement au problème, il faudra donc peut-être procéder à une refonte complète des plateformes. Les chercheurs avancent que, puisque ce sont les personnes qui ont déjà tendance à croire aux théories du complot qui sont les plus susceptibles de se laisser convaincre par de nouvelles croyances de ce type, ce sont elles qui ont le plus besoin d'une protection contre les supports conspirationnistes publiés en ligne¹¹⁵. Toutefois, le résultat recherché par les principaux réseaux sociaux et sites de partage de contenus à leur conception est presque l'exact opposé : Facebook réunit des personnes partageant des intérêts similaires ; YouTube recommande des vidéos jugées similaires à

109 Brennen, J. Scott, Felix Simon, Philip N. Howard et Rasmus Kleis Nielsen, *Types, sources, and claims of COVID-19 misinformation*. Reuters Institute for the Study of Journalism (Oxford) (7 avril 2020), <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/types-sources-and-claims-covid-19-misinformation>; CCDH, *#WilltoAct: how social media giants have failed to live up to their claims on the Coronavirus 'infodemic'* (Londres: Center for Countering Digital Hate, 2020).

110 Knuutila, Aleks, Aliaksandr Herasimenka, Hubert Au, Jonathan Bright, Rasmus Nielsen et Philip N. Howard, *Covid-related misinformation on YouTube: the spread of misinformation videos on social media and the effectiveness of platform policies* (Oxford: Oxford Internet Institute, 2020).

111 Kaplan, Alex et Olivia Little, « Apple TV, Roku, and Amazon Fire are allowing QAnon channels on their streaming platforms - mostly thanks to one video hosting service ». *Media Matters* (blog) (20 novembre 2020), <https://www.mediamatters.org/qanon-conspiracy-theory/apple-tv-roku-and-amazon-fire-are-allowing-qanon-channels-their-streaming>.

112 Little, Olivia, « Patreon is profiting from QAnon ». *Media Matters* (blog) (20 octobre 2020), <https://www.mediamatters.org/qanon-conspiracy-theory/patreon-profiting-qanon>.

113 Darcy, Oliver, « Facebook News launches with Breitbart as a source ». *CNN* (blog) (26 octobre 2019), <https://edition.cnn.com/2019/10/26/media/facebook-news-breitbart/index.html>.

114 Murphy, Hannah et Siddarth Venkataramakrishnan, « YouTube joins Twitter in crackdown on pro-Trump conspiracy theory QAnon ». *Financial Times* (16 octobre 2020), p. 1.

115 Klostad, Casey A., Joseph E. Uscinski, Jennifer M. Connolly et Jonathan P. West, « What drives people to believe in Zika conspiracy theories? » *Palgrave Communications* 5 (2019).

celles auxquelles l'utilisateur a déjà répondu positivement ; et Twitter et Instagram recommandent aux utilisateurs de suivre des comptes similaires à ceux qu'ils suivent déjà. Cette fonctionnalité comporte un risque intrinsèque, compte tenu de son potentiel flagrant à pousser les individus vulnérables à adopter des opinions de plus en plus extrêmes.

6 Conclusion : vers une métamorphose culturelle des plateformes

La sagesse conventionnelle qui façonne l'Internet d'aujourd'hui s'est principalement formée dans un monde virtuel passé, où la nécessité de mettre en place de nombreux contrôles n'était pas encore évident. Avant la commercialisation du web, les internautes étaient une petite minorité composée de manière disproportionnée d'individus associés à des établissements universitaires, organismes de recherche et sociétés technologiques. Internet fonctionnait ainsi comme un « chacun pour soi » au sein duquel les militants pouvaient prétendre de manière crédible que les gouvernements « n'ont aucune souveraineté » et que les « concepts juridiques [de la vie réelle] ... ne s'appliquent pas »¹¹⁶. Il a rapidement été établi que ces idées étaient fausses, mais les hypothèses formulées à propos de l'Internet précommercial ont continué à guider les politiques des plateformes, même lorsque l'accès à Internet s'était généralisé¹¹⁷. Le gouffre séparant la vision des premiers entrepreneurs technologiques de celle de la société au sens large a été mis en évidence par le rassemblement *Unite the Right* à Charlottesville :

Lorsque plusieurs sociétés technologiques ont chassé des utilisateurs de la droite alternative de leurs plateformes après Charlottesville, elles ont dû faire face à de vives critiques de nombreux autres membres du secteur. Matthew Prince, P.-D.G. et cofondateur de Cloudflare, qui a exclu à contrecœur le site ouvertement raciste The Daily Stormer de ses services ..., s'est inquiété de cette décision. « En tant qu'internaute, je pense qu'il est très dangereux que mes coups de tête moraux, politiques ou économiques entrent en jeu lorsqu'il s'agit de décider qui peut ou ne peut pas être en ligne », a-t-il déclaré. La Electronic Frontier Foundation a publié un communiqué selon lequel « nous estimons que personne ... ne devrait décider qui a le droit ou non de s'exprimer »¹¹⁸.

Il est tentant d'expliquer la position adoptée à la fois par le P.-D.G. de Cloudflare et par la Electronic Frontier Foundation au regard du premier amendement de la Constitution des États-Unis (1791). Celui-ci n'entre toutefois en jeu que pour restreindre le pouvoir du gouvernement et ne limite en rien le droit d'un citoyen ou d'une entreprise à prendre le type de décision que l'activité de publication a toujours impliqué. L'idée que le premier amendement garantit le droit à une tribune à toutes les personnes qui s'expriment n'a pas de fondement juridique – ni aucun lien avec la base sur laquelle opèrent les plateformes populaires. Ces plateformes imposent habituellement des interdictions généralisées à certains types de

¹¹⁶ Barlow, John Perry, *A declaration of the independence of cyberspace*. Electronic Frontier Foundation (1996).

¹¹⁷ Cohen-Almagor, Raphael, « Freedom of expression, Internet responsibility, and business ethics: the Yahoo! saga and its aftermath », *Journal of Business Ethics* 106:3 (2011), p. 353–65.

¹¹⁸ Daniels, Jessie, « The algorithmic rise of the 'alt-right' », *Contexts* 17:1 (2018), p. 62.

contenus, comme la pornographie, et procèdent à une modération active des contenus, notamment en supprimant des publications et en ajoutant des avertissements. De plus, si la législation des États-Unis communément appelée « Section 230 » est souvent invoquée pour contrer cette idée, la célèbre déclaration selon laquelle « aucun fournisseur ou utilisateur d'un service informatique interactif ne sera traité comme l'éditeur ou le présentateur d'une information fournie par un autre fournisseur de contenus informatifs » doit être comprise dans son contexte juridique comme faisant partie d'une série de « protection[s] visant à ... bloquer ou filtrer les contenus choquants »¹¹⁹. Il est essentiel de préciser que ces protections englobent également la déclaration selon laquelle « aucun fournisseur ou utilisateur d'un service informatique interactif ne sera tenu responsable en raison ... d'une mesure prise volontairement et en toute bonne foi pour limiter l'accès ou la disponibilité de supports que le fournisseur ou l'utilisateur considère ... répréhensibles, que ces supports soient ou non protégés par la Constitution »¹²⁰. En d'autres termes, si Facebook choisit de fermer tous les groupes soutenant des théories du complot, ou si YouTube choisit de supprimer tous les contenus conspirationnistes, qu'ils ciblent ou non des individus, ces décisions seront explicitement protégées par le droit américain. Comme l'a déclaré un chercheur en droit, « la Section 230 a été conçue pour permettre aux forums en ligne de contrôler les contenus répréhensibles sans pour autant être tenus juridiquement responsables pour ce qu'ils ont manqué. Mais un grand nombre d'avocats des sociétés technologiques ont manqué cette leçon »¹²¹.

Lors de la première décennie du XXI^e siècle, le rapport naturel entre le secteur des technologies et les secteurs culturels était largement censé permettre à ces derniers de produire des contenus en vue de leur distribution gratuite au travers d'une infrastructure neutre fournie par le premier¹²². Ce monde n'existe plus, en partie à cause du fait que les conséquences commerciales pour les producteurs se sont souvent révélées désastreuses¹²³. Depuis plusieurs années maintenant, les développements commerciaux les plus prometteurs concernent les entreprises qui ont persuadé leurs clients de payer pour un produit de grande qualité. Le modèle Amazon, par exemple, a toujours tourné autour de la vente de produits contre paiement, ce qui explique pourquoi l'entreprise a été en mesure d'investir dans des contenus primés pour son service de streaming vidéo par abonnement¹²⁴. Chez Netflix, numéro un sur le marché du streaming, les dépenses relatives aux contenus ont augmenté non seulement en valeur absolue, mais aussi par rapport au nombre d'abonnés¹²⁵. Même YouTube, autrefois un site Internet étroitement associé au partage incontrôlé de contenus violant les droits d'auteur, offre aujourd'hui deux services premium et un service de télévision payante qui comptent plus de 22 millions d'abonnés¹²⁶. Le lancement très réussi du service de streaming Disney+ l'an dernier a conduit

119 Titre 47, § 230 du Code des États-Unis. Protection pour le blocage et le filtrage privés de matériel offensant.

120 *Ibid.*

121 Franks, Mary Anne, Mike Godwin, Jess Kosseff et Andrés Martínez, « Where do we go from here with Section 230? Three legal scholars discuss the internet law that everyone seems to hate right now ». *Slate* (15 décembre 2020).

122 Voir, notamment, Anderson, Chris, *Free: the future of a radical price* (Londres : Random House, 2009).

123 Pour une critique perceptive initiale du modèle « gratuit », voir Levine, Robert, *Free ride: how the internet is destroying the culture business, and how the culture business can fight back* (Londres : The Bodley Head, 2011).

124 Csathy, Peter, « Amazon Prime Video: the stealthy, ominous streaming force ». *Forbes* (31 janvier 2020).

125 Trefis Team, « Netflix, one question: is it losing money or making money? » *Forbes* (1^{er} mai 2020).

126 Statt, Nick, « YouTube is a \$15 billion-a-year business, Google reveals for the first time: we've never before known how much money YouTube generates ». *The Verge* (3 février 2020).

à des prévisions de croissance importante¹²⁷ ; à la fin de l'exercice fiscal, la plateforme dépassait déjà les attentes relatives au nombre d'abonnés¹²⁸.

Le monde semble donc déjà s'être éloigné d'une situation dans laquelle la société Internet modèle était celle qui gagnait de l'argent en permettant à ses utilisateurs de produire ou de partager des contenus tout en vendant une partie de leur attention à des annonceurs, au profit d'une situation dans laquelle les sociétés Internet se font concurrence en fournissant des biens, des services et des expériences considérés comme précieux par leurs clients. Alors que les investisseurs s'adaptent à cette nouvelle réalité commerciale, les entreprises de partage de contenus et réseaux sociaux fondés lors de la première décennie de ce siècle devront se demander *pourquoi* ils doivent continuer à être associés à des formes de contenus que l'histoire, la recherche expérimentale et les événements politiques récents ont associé à un ensemble de résultats négatifs. Dans un monde où le contenu de qualité se vend bien, pourquoi voudrait-on que sa société soit connue comme l'un des principaux distributeurs de mésinformation, même si celle-ci prend une forme apparemment inoffensive, comme la théorie selon laquelle la Terre serait plate ou celle selon laquelle l'Homme ne serait jamais allé sur la Lune.

Pendant une grande partie du XX^e siècle, les principaux éditeurs et diffuseurs fournissaient un service inestimable en s'assurant que le mélange toxique de fantaisie et de superstition que Michael Barkun appelle « le savoir stigmatisé » restait subordonné aux vraies connaissances dans l'espace public¹²⁹. Depuis, les théories du complot et la pseudo-science sont passés des courants marginaux au courant dominant de plus en plus rapidement, moins grâce aux moyens techniques d'Internet qu'à la croyance erronée de ses gardiens selon laquelle il serait moralement inacceptable de refuser au public de masse d'accéder à des mensonges. Le point de vue selon lequel la modération de contenu est intrinsèquement immorale, ou ne cesse de l'être qu'une fois que le contenu en question a franchi une sorte de seuil, est un atavisme – un vestige du passé élitiste d'Internet – qui ne profite à personne, si ce n'est aux charlatans et démagogues. Nous devrions avoir dépassé ce stade.

Accueillir les changements subis par Internet depuis les années 1980 supposera de ne plus se concentrer exclusivement sur des mesures négatives lorsqu'on envisagera d'atténuer le problème que représente incontestablement le conspirationnisme. Il est peu probable que de nombreuses personnes s'inscrivent sur les médias sociaux dans le but de s'exposer à des contre-vérités déprimantes et intolérables. En plus d'agir pour éliminer les mésinformations, les plateformes peuvent légitimement faire le choix positif de diffuser des informations provenant de sources fiables et de fournir à leurs utilisateurs les outils qui leur permettront de rechercher des expériences et interactions positives en ligne. Il est difficile d'imaginer que des objections sérieuses puissent être soulevées contre une telle démarche. Wikipédia, par exemple, a toujours reconnu l'autorité des sources de savoir traditionnelles et leur a

127 Del Vecchio, Gene, « Disney Plus has the potential to become a \$30 billion giant in only five years », *Forbes* (11 mai 2020).

128 Business Wire, *The Walt Disney company reports fourth quarter and full year earnings for fiscal 2020* (12 novembre 2020), <https://www.businesswire.com/news/home/20201112006058/en/>.

129 Barkun, *A Culture of Conspiracy*.

toujours accordé la priorité¹³⁰, ce qui explique en partie pourquoi cette plateforme n'est pas tombée dans un borbier d'après-vérité et peut être traitée, de manière crédible, comme une source d'information factuelle par Alexa et Siri, ainsi que par Google et Facebook¹³¹. Les réseaux sociaux et plateformes de partage de contenus feraient bien de tirer des leçons de cette stratégie.

130 Tagg, Caroline, « Digital English ». In *Communicating in English: talk, text, technology*, publié par Daniel Allington et Barbara Mayor (Abingdon : Routledge, 2012), p. 319.

131 The Economist, « The other tech giant ». *The Economist* (9 janvier 2021), p. 56-7.

Contexte politique

Cette section a été rédigée par Armida van Rij et Lucy Thomas, toutes deux adjointes de recherche au Policy Institute du King's College, à Londres. Elle fournit un aperçu du contexte politique dans lequel s'inscrit ce rapport.

Introduction

La propagation de mésinformations et de désinformations atteint les sociétés démocratiques en plein cœur. Elle menace les processus démocratiques, compromet la formulation de politiques et renforce davantage la polarisation profondément enracinée entre les croyances politiques et entre les communautés. Pourtant, elle demeure particulièrement difficile à combattre. La responsabilité devrait-elle incomber aux sociétés technologiques, ou les gouvernements devraient-ils légiférer plus strictement ? La réglementation est-elle compatible avec la liberté d'expression et le droit à la liberté de pensée ? Ce sont ce type de questions difficiles auxquelles les décideurs politiques, les sociétés technologiques et les organisations de la société civile sont confrontés.

La suspension permanente par Twitter du compte du président américain Donald Trump suite à l'attaque récente du Capitole, dans laquelle de nombreux commentateurs estiment que Trump a une certaine responsabilité compte tenu de son rejet répété des résultats légitimes de l'élection présidentielle, a de nouveau braqué les projecteurs sur ces défis en matière de politique. Nous tenterons dans ce rapport de présenter les mesures prises par neuf entités et nations pour lutter contre la propagation de la mésinformation.

Théories du complot, radicalisation et médias numériques : évaluation des évolutions et des défis politiques

Canada

La stratégie adoptée par le gouvernement canadien en matière de lutte contre la radicalisation englobe des activités de renseignement et de sécurité traditionnelles, la collaboration avec la société civile, des initiatives collaboratives avec le secteur et la mise en place de services de police axés sur la communauté. Sa Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence comporte trois domaines d'action principaux : collaborer avec la société civile, appuyer la recherche relative à la lutte contre l'extrémisme violent (LEV) et collaborer avec des initiatives internationales et des sociétés technologiques¹³².

¹³² « Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence », Sécurité publique Canada. Disponible à l'adresse : <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc/index-fr.aspx#s7>.

Le Canada met fortement l'accent sur la publication de contre-discours et la collaboration avec la société civile. Extreme Dialogue est une initiative de contre-discours mise en place par le gouvernement canadien en collaboration avec l'Institute for Strategic Dialogue. Ce projet fournit des ressources pédagogiques aux professionnels et aux jeunes sous forme de films illustrant les effets négatifs de l'extrémisme¹³³. Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence organise un certain nombre d'interventions communautaires destinées à lutter contre la radicalisation. À Calgary, par exemple, le programme ReDirect travaille en collaboration avec les services de police municipale et les services communautaires et de voisinage de la ville, ainsi qu'avec des organismes fournissant des services sanitaires et sociaux pour intervenir dès les premiers stades de radicalisation. Le programme emploie un ensemble de stratégies telles que l'orientation, l'éducation et la fourniture de conseils aux individus cherchant à sortir d'un groupe extrémiste violent¹³⁴.

Le Canada n'a pas été épargné par la propagation des théories du complot. Plusieurs rassemblements de personnes anti-masques et niant l'existence de la pandémie de Covid-19, réunissant notamment des partisans canadiens de QAnon, ont été organisés dans les grandes villes du pays au cours de l'hiver 2020¹³⁵. Selon un chercheur et commentateur spécialisé dans la théorie QAnon, « l'un des sympathisants de QAnon les plus présents sur les médias sociaux est Canadien »¹³⁶. La stratégie communautaire et axée sur l'éducation du Canada, mentionnée plus haut, s'étend à la lutte contre la diffusion de contenus complotistes dangereux. Le gouvernement a investi 7 millions de dollars en 2019 et 2020 dans une solide campagne d'alphabétisation numérique destinée aux citoyens, qui vise à « renforcer la pensée critique des citoyens vis-à-vis la désinformation en ligne [et] leur capacité à être plus résilients contre la désinformation »¹³⁷. Au total, 3,5 millions de dollars supplémentaires ont été investis pour lutter contre la mésinformation liée au Covid-19 en ligne. Enfin, toujours dans le cadre de son Initiative de citoyenneté numérique, le Canada finance également une stratégie pluripartite de recherche et d'engagement visant à « renforcer la résilience des citoyens face à la désinformation » et à bâtir des partenariats pour faire « la promotion d'un écosystème d'information fiable »¹³⁸.

Union européenne

Pour l'UE, la désinformation est devenue une question de sécurité prioritaire après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, au cours de laquelle cette dernière a commencé à recourir à la désinformation de manière intensive dans le cadre de son arsenal de guerre hybride. Elle a ainsi créé la task force East StratCom pour surveiller et comprendre comment les désinformations publiées par la Russie infiltraient les médias occidentaux et le discours général. Le groupe de

133 Voir : <https://extremedialogue.org/>

134 Voir : <http://redirect.cpsevents.ca/>

135 Montpetit, J. et J. Macfarlane, « Anti-mask protest in Montreal draws large crowd, propelled by US conspiracy theories », *CBC* (12 septembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/anti-mask-protest-montreal-1.5722033>.

136 Kovac, A., « How Canada became one of the world's biggest hubs for QAnon conspiracy theories », *CTV News* (3 novembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://montreal.ctvnews.ca/how-canada-became-one-of-the-world-s-biggest-hubs-for-qanon-conspiracy-theories-1.5172097>.

137 « Désinformation en ligne », Gouvernement du Canada. Disponible à l'adresse : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/desinformation-en-ligne.html>

138 *Ibid.*

travail a mis sur pied une base de données de plus de 8 000 exemples de désinformation sur son site EUvsDisinfo.eu et déployé d'importantes capacités en matière de surveillance des médias et de communication stratégique, mais ce projet doit s'achever d'ici la fin de l'année 2021¹³⁹.

Si la lutte contre la désinformation demeure une priorité, l'UE est toujours aux prises avec une absence de consensus sur certaines questions de base concernant la désinformation. Par exemple, les États membres de l'UE ne reconnaissant pas la désinformation comme un problème en soi ou « n'imputant pas publiquement des activités malveillantes particulières aux adversaires responsables » sont nombreux¹⁴⁰. En outre, l'absence de coordination et d'appropriation au sein des institutions de l'UE retarde les progrès¹⁴¹.

En 2018, la Commission européenne a introduit un Code de bonnes pratiques autorégulé contre la désinformation applicable aux plateformes de médias sociaux, annonceurs et plateformes en ligne visant à apporter une réponse à la propagation de la désinformation et des fausses informations en ligne¹⁴². Celui-ci comprend des exemples de bonnes pratiques, y compris des principes comme celui-ci : « les plateformes s'attachent à lutter contre la désinformation en adoptant des méthodes visant à suivre l'argent à la trace et en empêchant les acteurs malveillants de percevoir une rémunération »¹⁴³.

Ce code a produit des résultats mitigés, et les opinions divergent quant à son degré de réussite. La CE a procédé à un suivi ciblé de la mise en œuvre des engagements pris par les signataires lors du premier semestre 2019. Elle a conclu que le « Code s'est avéré être un instrument très précieux » servant de cadre à un dialogue structuré entre les parties prenantes. Toutefois, l'équipe d'évaluation, tout comme les détracteurs du code, a découvert qu'il présentait des lacunes. Ses détracteurs estiment que le code ne va pas assez loin pour lutter contre la désinformation¹⁴⁴.

Fin 2018, la CE a lancé son Plan d'action contre la désinformation, qui replace cette dernière dans le contexte des menaces hybrides. Ce Plan d'action a quatre objectifs principaux : 1) améliorer la détection, l'analyse et la mise en lumière des cas de désinformation ; 2) renforcer la coopération et offrir des réponses conjointes à la désinformation ; 3) mobiliser le secteur privé pour combattre la désinformation ; 4) sensibiliser la population et améliorer la résilience de la société¹⁴⁵. Dans le cadre de ce plan, la CE a mis en place un système d'alerte rapide qui facilite la coopération avec des partenaires internationaux. Le système d'alerte rapide a renforcé la « coopération avec les plateformes en ligne, afin de repérer et prévenir la diffusion de campagnes de désinformation »¹⁴⁶. À l'instar du Code de bonnes

139 Pamment, J., « The EU's Role in Fighting Disinformation: Taking Back the Initiative », Carnegie Endowment (15 juillet 2020). Disponible à l'adresse : <https://carnegieendowment.org/2020/07/15/eu-s-role-in-fighting-disinformation-taking-back-initiative-pub-82286>.

140 *Ibid.*

141 *Ibid.*

142 « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Lutter contre la désinformation en ligne : une approche européenne », Commission européenne (26 avril 2018). Disponible à l'adresse : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52018DC0236>.

143 « Annex II Current Best Practices from Signatories of the Code of Practice », Commission européenne. Disponible à l'adresse : https://ec.europa.eu/newsroom/dae/document.cfm?doc_id=54455.

144 Stolton, S., « EU code of practice on disinformation 'insufficient and unsuitable,' member states say », *EURACTIVE* (5 juin 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.euractiv.com/section/digital/news/eu-code-of-practice-on-disinformation-insufficient-and-unsuitable-member-states-say/>.

145 « Action Plan Against Disinformation: Report on progress », Commission européenne (juin 2019). Disponible à l'adresse : https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/factsheet_disinfo_elex_140619_final.pdf.

146 *Ibid.*

pratiques contre la désinformation, si ses intentions sont louables, l'utilisation du système demeure restreinte. Le partage d'information et la mobilisation sont actuellement limités. Un effet positif à signaler, toutefois, est la capacité des petites coalitions d'États animés par une vision similaire à s'unir et à agir en collaboration¹⁴⁷.

Le Code de bonnes pratiques et le Plan d'action sont certains des leviers politiques développés ces dernières années par la Commission européenne. Citons par ailleurs la création du Groupe de haut niveau sur les fausses informations et la désinformation en ligne et les efforts visant à s'assurer que les élections parlementaires européennes de 2019 ne soient pas perturbées par des campagnes de désinformation.

France

En 2018, la France a approuvé la loi n° 2018-1202 relative à la « lutte contre la manipulation de l'information ». Celle-ci vise à « mieux protéger la démocratie contre les diverses formes de diffusion intentionnelle de fausses nouvelles »¹⁴⁸. En France, l'accent est particulièrement mis sur les périodes électorales, politiquement sensibles. Pendant ces périodes, la loi dispose qu'il existe une « obligation de transparence pour les plateformes, qui devront signaler les contenus sponsorisés, en publiant le nom de leur auteur et la somme payée. Celles qui dépassent un certain volume de connexions par jour devront avoir un représentant légal en France et rendre publics leurs algorithmes. »¹⁴⁹. Deuxièmement, la loi crée « une action judiciaire en référé pour pouvoir faire cesser rapidement la circulation de fausses nouvelles »¹⁵⁰. En dehors des périodes électorales, la loi assigne aux sociétés de médias sociaux et plateformes en ligne un « devoir de coopération » pour combattre la diffusion de fausses informations¹⁵¹. C'est le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) qui a été chargé de garantir le respect de ces mesures. Il a également l'autorité pour « empêcher, suspendre ou interrompre la diffusion de services de télévision contrôlés par un État étranger »¹⁵². La loi a essuyé d'importantes critiques, ses opposants avançant qu'elle étouffe la liberté d'expression¹⁵³.

La France avait déjà un ensemble d'instruments juridiques à sa disposition avant que cette loi n'entre en vigueur. La loi de 1881 sur la liberté de la presse interdit « la publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique, ou aura été susceptible de la troubler »¹⁵⁴. Cette loi a été effectivement mise à jour avec la loi de juin 2004 sur les communications en ligne.

Au lendemain de l'insurrection au Capitole de janvier 2021, la chancelière allemande Angela Merkel a demandé à ce qu'une réglementation plus stricte de l'incitation en ligne soit adoptée, plutôt que de laisser

147 Pamment, « The EU's Role in Fighting Disinformation ».

148 Gouvernement français, « Contre la manipulation de l'information ». Disponible à l'adresse : <https://www.gouvernement.fr/action/contre-la-manipulation-de-l-information>.

149 *Ibid.*

150 *Ibid.*

151 *Ibid.*

152 *Ibid.*

153 Fiorentino, M., « France passes controversial 'fake news' law », *Euronews* (22 novembre 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.euronews.com/2018/11/22/france-passes-controversial-fake-news-law>.

154 Craufurd Smith, R., « Fake news, French Law and democratic legitimacy: lessons for the United Kingdom », *Journal of Media Law*, 11:1 (2019), p. 55. Disponible à l'adresse : <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/17577632.2019.1679424?needAccess=true&>.

la réglementation de la liberté d'expression aux mains des réseaux sociaux et plateformes en ligne¹⁵⁵. Cet appel a été repris par le ministre français des Finances, Bruno Le Maire¹⁵⁶.

Ghana

Les efforts stratégiques du gouvernement pour lutter contre l'extrémisme violent en ligne sont limités au Ghana, puisque la violence politique dans le pays n'est pas due à des activités terroristes. La Global Terrorism Database, une base de données sur les attentats terroristes perpétrés dans le monde depuis 1970, ne recense que 21 incidents et 23 victimes en 50 ans au Ghana¹⁵⁷. Le pays bénéficie donc d'une forte présence de la société civile chargée de commander des recherches, de mobiliser la population, de faire pression sur le gouvernement et de coordonner des actions sur les questions sociétales urgentes, y compris la lutte contre la désinformation et les théories du complot en ligne.

Une enquête de 2019 a révélé que 69 % des personnes interrogées étaient tombées sur des mésinformations au cours de l'année écoulée¹⁵⁸. L'un des plus gros défis pour le Ghana, en ce qui concerne son écosystème numérique, est la domination des médias sociaux par des partis politiques bénéficiant de bons financements pendant la période précédant les élections de décembre 2020. Les groupes de la société civile se sont dits préoccupés par le risque que représentaient les « machines bien rodées ... de politiciens riches sur les médias sociaux pour les voix des plus petits partis »¹⁵⁹. Pendant la pandémie de coronavirus, le Ghana a eu des difficultés à contenir une vidéo virale, qui montrait, pour bon nombre d'observateurs, le président Nana Akufo-Addo faisant des déclarations dangereuses sur l'origine du virus, indiquant par exemple que la pandémie était un événement planifié et que la vaccination serait rendue obligatoire par le gouvernement¹⁶⁰.

GhanaFact, un projet lancé par FactSpace West Africa, a été établi en 2019 sous forme d'entreprise sociale indépendante à but non lucratif pour lutter contre la désinformation en ligne. GhanaFact s'est implanté sur Twitter et sur Facebook pendant les élections de décembre 2020 afin de procéder à une vérification active des mésinformations et théories du complot dangereuses circulant sur de prétendues opérations militaires perturbant les élections, de prétendues pannes de courant et de prétendues destructions d'urnes par le feu¹⁶¹. Les organisations à but non lucratif ont toutefois une portée et une efficacité limitée dues à un manque de ressources.

Dans la continuité d'autres régions du monde, l'Afrique a lancé des discussions multipartites pour lutter contre la désinformation et les théories du complot liées à la pandémie. En avril 2019, l'Union

155 « Angela Merkel attacks Twitter over Trump ban », *Financial Times*. Disponible à l'adresse : <https://www.ft.com/content/6146b352-6b40-48ef-b10b-a34ad585b91a>.

156 Bruno Le Maire : « Je suis convaincu que dans le deuxième temps de 2021, l'économie française rebondira », France Inter (11 janvier 2021). Disponible à l'adresse : <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-11-janvier-2021>.

157 Global Terrorism Database, START. Disponible à l'adresse : <https://www.start.umd.edu/gtd/>

158 « About », GhanaFact. Disponible à l'adresse : <https://ghanafact.com/about/>.

159 Bax, P. et Prinsloo, L., « Online Disinformation Campaigns Undermine African Elections », *Bloomberg Businessweek* (13 octobre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-10-13/disinformation-campaigns-on-facebook-twitter-google-undermine-african-election>.

160 Goodman, J. et al., « Coronavirus: Fact-checking fake stories in Africa », *BBC* (8 août 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.co.uk/news/53684037>.

161 Oduor, M., « GhanaFact: Combating misinformation during election », *AfricaNews* (23 décembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.africanews.com/2020/12/22/ghanafact-combating-misinformation-during-elections/>.

Africaine des Télécommunications a travaillé en coordination avec l'Union internationale des télécommunications et le Sous-secrétaire général/Conseiller spécial des Nations Unies chargé de la coopération numérique pour discuter de la stratégie à adopter pour gérer « l'infodémie ». Au Kenya par exemple, cette coopération a donné lieu à une extension de l'accès à Internet à des zones traditionnellement limitées par la construction d'infrastructures de connectivité¹⁶².

En décembre 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a lancé une Alliance pour la Riposte contre l'Infodémie en Afrique (AIRA), visant à coordonner les réponses régionales à la crise de la désinformation. L'AIRA « rassemble 13 organisations internationales et régionales et des groupes de vérification des faits ayant une expertise dans les domaines de la science de données et du comportement, de l'épidémiologie, la recherche, la santé numérique et la communication afin de détecter, démanteler et contrer la désinformation nuisible concernant les questions de santé publique en Afrique ». Elle appuiera également les efforts nationaux pour lutter contre les contenus nuisibles en ligne à l'aide de recherches solides, du recrutement de spécialistes et du déploiement de stratégies d'engagement pour assurer l'existence de sources d'information crédibles¹⁶³.

Japon

Compte tenu de sa population vieillissante, le Japon est habituellement considéré comme dépendant fortement des médias traditionnels, comme les journaux ou la télévision. Une enquête menée en 2016 a montré que les Japonais étaient le peuple qui passait le moins de temps sur les médias sociaux dans le monde¹⁶⁴.

Toutefois, alors que les nouvelles générations se tournent davantage vers les médias sociaux, la désinformation et les théories du complot sur Internet ont proliféré dans tout le pays. Une analyse a montré la présence massive sur les médias sociaux japonais de sites dits « récapitulatifs » (まとめサイト), qui regroupent des informations provenant de tous les recoins d'Internet, en particulier des commentaires et articles d'opinion plutôt que des reportages traditionnels de fact-checking. Selon cette analyse, l'article en ligne le plus partagé sur le président élu Joe Biden en 2020 était un article diffusé par un site récapitulatif intitulé « Anonymous Post », qui affirmait que la Garde nationale américaine avait été déployée pour lutter contre la fraude électorale et que le taux de participation dans le Wisconsin était de 200 %. Cet article a été partagé plus de 23 000 fois sur Twitter et Facebook¹⁶⁵.

Le regroupement sur les sites récapitulatifs japonais de fausses informations non vérifiées en provenance des États-Unis a alimenté la propagation des théories du complot et a peut-être contribué à la création de foyers d'appui à Donald Trump au Japon.

162 « Countering Disinformation and Misinformation in Global Response to COVID-19 », NewsGhana (1^{er} mai 2020). Disponible à l'adresse : <https://newsghana.com.gh/countering-disinformation-and-misinformation-in-global-response-to-covid-19/>.

163 « Landmark alliance launches in Africa to fight COVID-19 misinformation », *The Herald* (8 décembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.herald.co.zw/landmark-alliance-launches-in-africa-to-fight-covid-19-misinformation/>.

164 « Japanese spend least time on social media worldwide », *Nikkei Asia* (18 août 2016). Disponible à l'adresse : <https://asia.nikkei.com/Business/Japanese-spend-least-time-on-social-media-worldwide>.

165 Kota Hatachi, « Information about Mr Biden's 'illegal' win has spread in large numbers in Japan. Are summary sites or new religious media influential? », *Buzzfeed Japan* (13 novembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.buzzfeed.com/jp/kotahatachi/election2020>.

Fin novembre 2020, des centaines de personnes ont manifesté leur soutien à Trump dans les rues de Tokyo après sa défaite aux élections générales au début du mois¹⁶⁶. Un rapport a révélé que des comptes Twitter japonais populaires adoptent une démarche coordonnée pour diffuser des contenus pro-Trump et QAnon en ligne¹⁶⁷.

Des analystes du mouvement croissant d'appui à Trump au Japon expliquent son émergence et sa diffusion par l'existence de fissures et de changements sociaux plus vastes. Yasushi Watanabe, professeur à l'Université de Keio, soutient que les normes sociétales traditionnelles, telles que la « notion d'homogénéité des Japonais », sont en train de s'effondrer, et que des scandales très médiatisés impliquant des responsables gouvernementaux ont contribué à l'émergence d'un contexte dans lequel les « *jokyu kokumin* » (« citoyens privilégiés ») essuient de nombreuses critiques. Dans ce contexte de transformation sociale profonde, d'anxiété et de peur, les théories du complot et les politiques fondées sur la peur, comme le trumpisme, sont susceptibles de gagner du terrain.

Fin 2019, le gouvernement japonais a fait connaître son intention de s'associer aux principaux réseaux sociaux mondiaux – Google, Facebook, Apple et Amazon – pour lutter contre la désinformation en ligne¹⁶⁸. Mais le gouvernement avance trop lentement sur le sujet de l'alphabétisation et de l'éducation numériques pour favoriser l'implantation d'un écosystème médiatique sain en ligne au Japon. Les conséquences de cette inaction pourraient se révéler catastrophiques, comme nous l'avons vu dans de nombreux exemples tragiques partout dans le monde.

Nouvelle-Zélande

Dévoilée en février 2020, la stratégie antiterroriste générale de la Nouvelle-Zélande montre que la lutte contre les contenus préjudiciables en ligne est dirigée par de nombreux organismes et agences qui travaillent en collaboration¹⁶⁹. À l'instar du Canada (voir plus haut), ces organes vont du Comité du Cabinet chargé des relations extérieures et de la sécurité aux agences de communication des services de police, de renseignement et de sécurité, en passant par les organismes chargés des affaires étrangères, du commerce, de la défense, du transport, de l'innovation et du développement.

La fusillade dans la mosquée de Christchurch, en mars 2019, a montré que la Nouvelle-Zélande était elle aussi touchée par la propagation en ligne de contenus complotistes. Brenton Tarrant, l'auteur des attentats, a publié un manifeste sur un forum de discussion sous-réglementé basé sur la théorie du « grand remplacement », selon laquelle les hommes blancs occidentaux seraient menacés par les phénomènes

166 Kuni Miyake, « Who were those Trumpists marching in Tokyo? » *The Japan Times* (15 décembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2020/12/15/commentary/japan-commentary/trump-protests-tokyo/>.

167 St. Michel, P., « US election helps disinformation on social media thrive in Japan », *The Japan Times* (21 novembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.japantimes.co.jp/news/2020/11/21/national/media-national/u-s-election-fake-news-social-media/>.

168 « Japanese panel wants to establish team to fight fake news, with help from US tech giants », *The Japan Times* (30 novembre 2019). Disponible à l'adresse : <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/11/30/business/japan-fake-news-gata/>.

169 Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, Comité des fonctionnaires chargés de coordonner la sécurité intérieure et extérieure, Comité de coordination de la lutte contre le terrorisme, « Countering terrorism and violent extremism national strategy overview » (février 2020). Disponible à l'adresse : [https://dpmc.govt.nz/sites/default/files/2020-02/2019-20 CT Strategy-all-final.pdf](https://dpmc.govt.nz/sites/default/files/2020-02/2019-20%20CT%20Strategy-all-final.pdf)

d'immigration et de « féminisation », comme l'illustre la visibilité accrue des personnes trans.

Pour lutter contre ce type de contenu complotiste en ligne, la Nouvelle-Zélande a pris une position de leader mondial dans la défense des initiatives transnationales et intersectorielles. En particulier, après la fusillade de Christchurch, les gouvernements de la Nouvelle-Zélande et de la France ont formé une coalition de chefs d'État et de sociétés technologiques et de médias sociaux dans le cadre de l'Appel de Christchurch pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne¹⁷⁰. Les États signataires s'engagent, dans le cadre de cet appel, à assurer l'application des lois interdisant la diffusion de contenus à caractère terroriste et extrémiste violent en ligne tout en respectant les principes de liberté d'expression et de confidentialité. Les pays œuvrent également pour appuyer les activités de renforcement des capacités et de sensibilisation visant à empêcher l'utilisation des services numériques à des fins de diffusion de contenus à caractère terroriste et extrémiste violent.

L'Appel de Christchurch engage également les sociétés, y compris Amazon, Facebook, Google, Twitter et YouTube, à adopter des normes sectorielles plus strictes en matière de responsabilité et de transparence. Lesdites sociétés doivent assurer l'exécution de leurs normes communautaires et conditions de service en accordant la priorité aux mesures de modération et de suppression de contenu et en identifiant les contenus en temps réel pour examen et évaluation. Ensemble, les pays et sociétés déploient des efforts en conjonction avec la société civile pour promouvoir les activités communautaires afin d'intervenir dans les processus de radicalisation en ligne.

L'Appel de Christchurch a également servi de support au processus de révision du Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme (GIFCT). Dans le cadre de ce processus, le mandat du GIFCT a été élargi pour inclure un ensemble d'activités de prévention, de riposte et d'éducation dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent et la désinformation en ligne¹⁷¹. Les efforts menés par la Nouvelle-Zélande pour coparrainer un ensemble d'initiatives mondiales transsectorielles montrent l'approche horizontale adoptée par le pays pour régir l'utilisation des plateformes technologiques par les extrémistes. Cette démarche compte des structures conventionnelles dédiées à la sécurité et au renseignement, ainsi que des initiatives rassemblant des professionnels, des chercheurs, des décideurs politiques et les leaders du secteur des technologies qui unissent leurs forces pour apporter des réponses aux contenus préjudiciables apparaissant sur la toile.

Royaume-Uni

La stratégie du Royaume-Uni en matière de lutte contre l'utilisation des plateformes en ligne par les groupes extrémistes suit un mode de gouvernance traditionnel dirigé par les institutions de l'État. L'organisme central responsable de la législation en matière de lutte antiterroriste est le ministère de l'Intérieur (Home Office), qui travaille en coordination avec le quartier-général des communications du

170 Voir : <https://www.appeldechristchurch.com/>

171 Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme, « Next Steps for GIFCT » (23 septembre 2019). Disponible à l'adresse : <https://gifct.org/press/next-steps-gifct/>.

gouvernement, l'organisation nationale chargée des questions de sécurité et de renseignement. Le ministère de l'Intérieur a aussi créé des instances de collaboration avec d'autres institutions gouvernementales (généralement le ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et des Sports) et le Parlement, telles que le Conseil du Royaume-Uni pour la sécurité d'Internet, l'Office national de sécurité antiterroriste et la Commission de lutte contre l'extrémisme¹⁷².

La stratégie britannique en matière de lutte contre la désinformation en ligne est principalement axée sur la régulation des plateformes technologiques et des médias sociaux. Le Livre blanc du gouvernement sur les dangers en ligne (Online Harms White Paper), publié en avril 2019, a présenté un argumentaire complet pour une meilleure régulation nationale des médias sociaux¹⁷³. En vertu de ce nouveau cadre réglementaire, les sociétés technologiques et médias sociaux auront un nouveau devoir légal de diligence à l'égard de leurs utilisateurs, supervisé par Ofcom, l'organisme britannique de régulation des communications. Ofcom soumettra les plateformes à des sanctions financières et techniques – les sites pourraient être bloqués par les fournisseurs d'accès à Internet et devoir payer une amende s'élevant à 4 % maximum de leur chiffre d'affaires mondial – pour non-respect du cadre et violation du devoir légal de diligence¹⁷⁴. Au moment de la rédaction de ce rapport, le projet de loi sur les dangers en ligne, la concrétisation législative du Livre blanc, a été retardé de plusieurs années¹⁷⁵.

En janvier 2018, le gouvernement britannique a annoncé la création d'une unité de communication dédiée à la sécurité nationale (National Security Communications Unit) visant à sévir contre la diffusion des fausses informations et désinformations¹⁷⁶. Cette annonce a été faite alors que des pressions étaient exercées sur le gouvernement pour enquêter sur des allégations de bots et de fermes Internet russes faussant le discours en ligne sur le référendum de 2016 sur la sortie de l'UE du Royaume-Uni (Brexit)¹⁷⁷. Aucun détail supplémentaire concernant l'unité de communication dédiée à la sécurité nationale n'a été publié, et les recherches menées sur le site Internet du gouvernement britannique ne donnent aucun résultat, ce qui laisse penser que ce projet a été abandonné.

Alors que les théories du complot de QAnon et sur le Covid-19 continuent de gagner de l'ampleur au Royaume-Uni, le gouvernement doit, de toute urgence, préparer une riposte stratégique et solide coordonnée à la diffusion de mésinformations dangereuses en ligne.

172 Gov.uk, «UK Council for Internet Safety». Disponible à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/organisations/uk-council-for-internet-safety> ; Gov.uk, «Commission for Countering Extremism». Disponible à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/organisations/commission-for-countering-extremism> ; Gov.uk, «National Counter Terrorism Security Office». Disponible à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/organisations/national-counter-terrorism-security-office>.

173 Gouvernement britannique, «Online harms – White Paper» (avril 2019). Disponible à l'adresse : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/793360/Online_Harms_White_Paper.pdf.

174 Crawford, A., «Online Harms bill: Warning over 'unacceptable' delay». *BBC* (29 juin 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.co.uk/news/technology-53222665>.

175 *Ibid.*

176 «Government announces anti-fake news unit», *BBC*, (29 janvier 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/uk-politics-42791218>.

177 «Disinformation and 'fake news': Interim Report: Fifth Report of Session 2017–19», Commission du numérique, de la culture, des médias et des sports de la Chambre des communes. Disponible à l'adresse : <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmcumeds/363/363.pdf>.

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies

La Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies (UN CTED) a été créée par la Résolution 1535 (2004) du Conseil de sécurité des Nations Unies comme organe spécialisé ayant pour mandat de soutenir le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité (CTC)¹⁷⁸. Son but est d'évaluer la mise en œuvre par les États membres des Nations Unies des résolutions du Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme et d'appuyer leurs efforts par le dialogue. L'UN CTED travaille en étroite collaboration avec le Conseil de sécurité, le secteur privé – en particulier, les sociétés de médias sociaux et les fournisseurs de plateformes en ligne – et les organisations de la société civile.

L'UN CTED s'inquiète de l'utilisation de la désinformation à des fins politiques. Dans son bulletin d'alerte relatif aux tendances de juillet 2020, elle écrit : « Les États membres et les chercheurs ont signalé que des terroristes d'extrême droite utilisent les théories du complot et désinformations relatives au Covid-19 pour radicaliser, recruter et lever des fonds, et cherchent à inspirer l'organisation de complots et d'attentats »¹⁷⁹. L'inquiétude tient au fait que la crainte causée par le Covid-19 s'est avérée être un terrain propice au recrutement par les organisations terroristes de droite, pour lesquelles les théories du complot peuvent agir comme des « multiplicateurs de radicalisation »¹⁸⁰.

Pour tenter de lutter contre les désinformations liées au coronavirus, les Nations Unies ont lancé l'initiative Share Verified en collaboration avec d'autres organisations. Cette initiative a pour objectifs de partager des informations fiables sur le Covid-19 et d'encourager les communautés à partager des informations étayées par des faits, et de lutter ainsi contre les désinformations liées au Covid-19¹⁸¹. Cette initiative vient s'ajouter à celles du secteur privé et des États membres.

États-Unis

L'approche stratégique des États-Unis de Trump en matière de lutte contre l'utilisation abusive des plateformes technologiques a été préjudiciable à la fois sur le plan national et international. Bien que les États-Unis aient coparrainé plusieurs initiatives transnationales, telles que Tech Against Terrorism et le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, l'administration Trump a sapé tous les efforts menés de bonne foi pour lutter contre la diffusion en ligne des théories du complot.

Historiquement, sur le plan des politiques nationales, le ministère de l'Intérieur (Department of Homeland Security, DHS), le ministère de la Justice, le Federal Bureau of Investigation (FBI), le Centre national antiterrorisme, le Conseil de sécurité nationale et le Congrès,

178 Chowdhury Fink, N., « Meeting the Challenge: A Guide to United Nations Counterterrorism Activities », Institut international de la paix (2012), p. 45. Disponible à l'adresse : https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/ebook_guide_to_un_counterterrorism.pdf.

179 Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Member States Concerned by the Growing and Increasingly Transnational Threat of Extreme Right-Wing Terrorism » (juillet 2020), p. 1. Disponible à l'adresse : https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2020/07/CTED_Trends_Alert_Extreme_Right-Wing_Terrorism_JULY.pdf.

180 *Ibid.*

181 Département de la communication globale des Nations Unies, « 'Verified' initiative aims to flood digital space with facts amid COVID-19 crisis » (28 mai 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/en/coronavirus/%E2%80%9Bverified%E2%80%99-initiative-aims-flood-digital-space-facts-amid-covid-19-crisis>.

entre autres, se sont retrouvés en première ligne de la riposte¹⁸². Les « contre-discours, notes de sensibilisation, partenariats et législations » figurent parmi les méthodes testées¹⁸³.

En 2011, l'administration Obama a mis sur pied un groupe de travail chargé de la lutte contre l'extrémisme violent (Countering Violent Extremism Task Force), dans le but d'« unifier les efforts de lutte contre l'extrémisme violent (LEV) sur le territoire »¹⁸⁴. Ce groupe de travail avait pour mission de rassembler des professionnels des organismes susmentionnés pour coordonner la collaboration avec la société civile, élaborer des modèles d'intervention, créer des investissements dans la recherche et cultiver des stratégies numériques et de communication¹⁸⁵. Toutefois, début 2017, Trump a réfléchi à une restructuration du groupe de travail afin de supprimer de son champ d'application les actes de terrorisme perpétrés par les suprémacistes blancs, renommant le programme « Lutte contre l'extrémisme radical islamique » (Countering Radical Islamic Extremism)¹⁸⁶. Par ailleurs, le budget dévoilé au printemps 2017 a mis fin à tous les financements destinés aux programmes de lutte contre l'extrémisme violent¹⁸⁷. Dès la fin du mois d'octobre 2018, le groupe de travail n'existait plus : les fonds avaient expiré et « ses membres étaient retournés dans leurs départements et agences d'origine »¹⁸⁸.

Les mesures prises par Trump témoignent d'une hostilité profonde vis-à-vis des efforts de LEV généralement, et plus particulièrement envers ceux destinés à assurer la sensibilisation communautaire et l'engagement avec la société civile locale et ceux ciblant le terrorisme d'extrême droite et suprémaciste blanc. Par exemple, l'un des bénéficiaires des fonds du DHS était Life After Hate, une initiative aidant les individus souhaitant quitter les groupes suprémacistes blancs et néonazis¹⁸⁹. La suppression des financements et l'exclusion de la suprématie blanche du champ d'application des efforts menés par les États-Unis sont la preuve de l'appui implicite de l'administration Trump aux actions des terroristes racistes et suprémacistes blancs.

Si la nouvelle administration Biden ne parvient pas à établir une stratégie solide de lutte contre les contenus dangereux en ligne, les conséquences à l'échelle mondiale pourraient être mortelles. Comme nous l'avons vu lors de l'insurrection du 6 janvier 2021 au Capitole, et alors que des milices armées se préparent à attaquer l'inauguration présidentielle et que des manifestations QAnon et anti-masques sont organisées un peu partout dans le pays et dans le monde, nous constatons que la propagation incontrôlée des théories du complot produit des effets tragiques et épouvantables dans la vie réelle.

182 Alexander, A., « A Plan for Preventing and Countering Terrorist and Violent Extremist Exploitation of Information and Communications Technology in America », George Washington University Program on Extremism (2019), p. 5. Disponible à l'adresse : <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/t/A%20Plan%20for%20Preventing%20and%20Countering%20Terrorist%20and%20Violent%20Extremist.pdf>.

183 *Ibid.*

184 Ministère de l'Intérieur, « Countering Violent Extremism Task Force ». Disponible à l'adresse : <https://www.dhs.gov/cve/task-force>.

185 *Ibid.*

186 Ainsley, J. *et al.*, « Exclusive: Trump to focus counter-extremism program solely on Islam – sources », *Reuters* (3 février 2017). Disponible à l'adresse : https://www.reuters.com/article/idUSKBN15G5VO?feedType=RSS&feedName=topNews&utm_source=twitter&utm_medium=Social.

187 Ainsley, J., « White House budget slashes 'countering violent extremism' grants », *Reuters* (23 mai 2017). Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-usa-budget-extremism-idUSKBN18J2HJ>.

188 Beinart, P., « Trump Shut Programs to Counter Violent Extremism », *The Atlantic* (29 octobre 2018).

Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/10/trump-shut-countering-violent-extremism-program/574237/>.

189 Life After Hate, « About Us ». Disponible à l'adresse : <https://www.lifeafterhate.org/about-us-page>.

Modération des contenus complotistes aux États-Unis : questions et défis éthiques

Le 8 août 2018, YouTube, Facebook, Apple et Spotify ont supprimé des contenus publiés en ligne par le théoricien du complot d'extrême droite et animateur de talk-show Alex Jones, y compris des séquences de son émission de radio laissant la parole aux auditeurs, InfoWars¹⁹⁰. Cette suppression a été justifiée par le fait que Jones avait violé les conditions d'utilisation des entreprises relatives aux discours haineux, en affirmant que les nations européennes risquaient de « passer sous le contrôle des immigrés musulmans »¹⁹¹. Le mois suivant, Twitter a suspendu de façon permanente le compte personnel de Jones ainsi que son compte InfoWars, après que celui-ci a déclaré que l'ancien président Barack Obama était le « chef mondial d'al-Qaïda » et que « le mouvement transgenre [était un] complot pédophile visant à sexualiser et détruire les enfants »¹⁹².

Jones a toutefois toujours trouvé des moyens de réapparaître sur les plateformes de médias sociaux, par exemple via une diffusion en direct sur une toute nouvelle page Facebook intitulée 'Infowars is Back' » en mai 2019¹⁹³, ou en se faisant inviter par le très populaire podcast *The Joe Rogan Show* en octobre 2020¹⁹⁴. Au moment de la rédaction de ce rapport, Jones gère toujours une boutique InfoWars sur Amazon, dans laquelle il vend des suppléments vitaminiques et des produits survivalistes¹⁹⁵, y compris, à une période, un dentifrice à l'argent colloïdal qui pouvait, selon lui, guérir du coronavirus¹⁹⁶. Les contenus du site Internet InfoWars et du talk-show quotidien peuvent encore être publiés sur Facebook et Twitter. J'ai moi-même été en mesure de partager une séquence humoristique d'InfoWars dénuée de contexte avec des amis et collègues sur les réseaux sociaux¹⁹⁷. Les interdictions ont également poussé Jones à chercher de nouvelles plateformes pour développer son public ; par exemple, le nombre de ses followers sur Instagram a connu une croissance de 57 % sur sept mois après son expulsion de Facebook¹⁹⁸.

L'interdiction, la modération ou la suppression des contenus complotistes en ligne s'accompagnent de nombreux défis d'ordre social, légal et éthique. Il n'existe pas de solution facile ou radicale au problème. Dans cette analyse, nous observerons comment les théories du complot fonctionnent dans le discours culturel, les effets de la marchandisation des théories du complot et la façon donc ces théories sont passées de contre-culturelles à très visibles dans le discours actuel. Nous réfléchissons ensuite à trois défis d'ordre éthique liés à la modération des contenus complotistes en ligne : les sociétés de médias

190 Hern, A., « Facebook, Apple, YouTube and Spotify ban Infowars' Alex Jones », *The Guardian* (6 août 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/technology/2018/aug/06/apple-removes-podcasts-infowars-alex-jones>.

191 « YouTube removes 'hate speech' videos from InfoWars », *BBC* (26 juillet 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/technology-44965160>.

192 *Ibid.*

193 Haselton, T., « Alex Jones was banned from Facebook, but an hour later he was back on Facebook livestreaming », *CNBC* (2 mai 2019). Disponible à l'adresse : <https://www.cnbc.com/2019/05/02/alex-jones-banned-from-facebook-but-hes-already-back.html>.

194 Waterson, J., « Joe Rogan hosts Alex Jones on Spotify podcast despite ban », *The Guardian* (28 octobre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/technology/2020/oct/28/joe-rogan-hosts-alex-jones-on-spotify-podcast-despite-ban>.

195 Voir : https://www.amazon.com/stores/Infowars+Life/page/5358EFBF-442C-467C-AFCD-983AA4F4C233?ref_ast_bln

196 Higgins-Dunn, N., « NY attorney general orders InfoWars' Alex Jones to stop selling coronavirus 'treatment' products », *CNBC* (12 mars 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.cnbc.com/2020/03/12/ny-attorney-general-orders-alex-jones-to-stop-selling-coronavirus-cures.html>.

197 Voir : <https://twitter.com/rightwingwatch/status/1202347123125182464>

198 Martinez, N., « Instagram is the new home for Alex Jones and Infowars », *Media Matters* (19 mars 2019). Disponible à l'adresse : <https://www.mediamatters.org/alex-jones/instagram-new-home-alex-jones-and-infowars>.

sociaux doivent-elles endosser le rôle de gardien ? La modération des théories du complot est-elle préjudiciable ? Et quelle position adopter vis-à-vis de la modération des contenus complotistes servant de divertissement ?

Les théories du complot peuvent être définies comme un type de théorisation relative à des événements passés et présents dans le monde, fondée sur plusieurs concepts superposés : les actions et événements sont marqués par l'intentionnalité, le mystère et la tromperie ; les coïncidences et explications structurelles sont impossibles, et les événements sont au contraire définis par des liens de causalité et de corrélation ; les explications relatives aux événements sont très détaillées et complexes ; et elles sont fondées sur un mélange de réalité et de fiction¹⁹⁹. Toutefois, la réflexion sur les défis liés à la modération ou à l'interdiction des contenus complotistes en ligne souligne que l'aspect le plus important des théories du complot est peut-être leur nature productive.

On entend par « nature productive » la manière dont les théories du complot produisent des identités, fonctionnant ainsi comme des moteurs sociaux, politiques et culturels importants. La création de théories du complot « codifie et exprime de véritables inquiétudes et angoisses socioculturelles et politiques »²⁰⁰, comme l'illustrent les personnes qui ont mené des attentats au nom de la théorie du « grand remplacement » mentionnée dans le rapport ci-dessus, dont l'anxiété relative à un déclin relatif de la population blanche a trouvé une explication délirante et une manifestation violente. La théorisation complotiste produit des identités fortes à la fois pour le soi – le-la « patriote » ou le-la « rebelle » – et pour les complotistes – des êtres démoniaques qui « complotent pour réduire le soi en esclavage ou le détruire »²⁰¹. De cette façon, le travail culturel du complot produit des identités collectives fondées sur l'inimitié, le mal, le combat et le salut, tout en définissant profondément « qui nous sommes ».

C'est pour cette raison que les théories du complot opèrent depuis toujours pour s'autodéfinir dans le discours des élites. Par exemple, la « Peur rouge » de l'Amérique des années 1950, par laquelle des membres dirigeants de l'establishment politique, social et spirituel croyaient en l'existence d'un effort concerté des communistes pour affaiblir et, au bout du compte, détruire la nation, était une partie fermement acceptée du discours de la majorité et de l'élite. Au fil du temps, comme le montre Katharina Thalmann dans *The Stigmatization of Conspiracy Theory since the 1950s*, le modèle épistémologique de la théorisation complotiste s'est de plus en plus marginalisé et stigmatisé²⁰². En s'appuyant sur la conceptualisation de Karl Popper, les théories universitaires relatives aux théories du complot – par exemple les travaux de fond de Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics* – ont expliqué la théorie du complot par la pseudo-science individuelle comme « un moyen de défendre les sciences à une époque où la chasse aux dissidents communistes touchait les départements universitaires dans tout le pays »²⁰³. Avec le temps, les théories du complot se sont inscrites dans les limites

199 Barkun, *A Culture of Conspiracy*, p. 3–4.

200 Thalmann, K., *The Stigmatization of Conspiracy Theory since the 1950s: 'A Plot to Make us Look Foolish.'* (Londres: Routledge, 2019), p. 3.

201 Butter, M., *Plots, Designs, and Schemes: American Conspiracy Theories from the Puritans to the Present* (Berlin: Freiberg Institute for Advanced Studies, 2014), p. 21.

202 Thalmann, *The Stigmatization of Conspiracy Theory*.

203 *Ibid.*, p. 14.

épistémologiques solides de l'inclusion et de l'exclusion, ce qui les a exclues du discours dominant accepté et les a poussées dans les marges « paranoïaques » de la société.

Nous pouvons donc accepter l'hypothèse de Michael Barkun, selon laquelle les théories du complot peuvent être comprises comme « une connaissance stigmatisée ... [c'est-à-dire] des affirmations qui ont été ignorées ou rejetées par les institutions sur lesquelles nous comptons pour les valider »²⁰⁴. Les universités, les médias, les autorités religieuses et le corps médical sont autant d'exemples d'« institutions [qui] fournissent des formes de 'certification' implicite ou directe selon laquelle il est possible de se fier à des idées, croyances ou affirmations factuelles »²⁰⁵. Les théories du complot jouent donc un rôle dans la lutte visant à définir ce qui relève des connaissances légitimes et ce qui relève des connaissances illégitimes dans le discours culturel, un discours qui « négocie ce qu'il est possible ou non de dire et fait le tri entre ce qui est légitime et ce qui est illégitime »²⁰⁶. Cette limite n'est pas stable, mais plutôt fluctuante et souple, constamment négociée et en évolution au fil du temps et des lieux.

Si nous considérons que les théories du complot sont celles qui produisent des identités sociales et culturelles et qui sont largement comprises comme des connaissances illégitimes et stigmatisées, nous pouvons commencer à comprendre l'émergence de ce que Thalmann appelle « un véritable contre-discours sur les théories du complot et la contre-culture conspirationniste »²⁰⁷. Cela a mené à la prolifération de « superthéories du complot », au travers desquelles de multiples conspirations sont imbriquées les unes dans les autres pour créer un réseau complexe et tentaculaire d'acteurs conspirationnistes partout dans le monde. Les superthéories du complot ont été popularisées à la fin du XX^e siècle par des « célébrités » de la théorie du complot, comme David Icke, et leur portée s'est radicalement étendue avec l'avènement d'Internet et des médias sociaux ces trente dernières années, comme nous l'avons vu avec la plateforme InfoWars d'Alex Jones et l'essor de QAnon.

En effet, la marginalisation et la stigmatisation constantes des revendications conspirationnistes sont vitales à la réussite de ces théories. La contre-culture prospère grâce à son statut d'outsider, exploitant les angoisses des personnes qui se définissent également par leur position d'outsider ou de penseur critique. En effet, l'exclusion des théories du complot du discours culturel dominant fonctionne comme une preuve de la complicité continue des élites et des institutions hégémoniques.

L'essor, à la fin du XX^e siècle, de la culture populaire dépeignant des théories du complot – des programmes télévisés comme *X Files* et *Stranger Things* ou des bestsellers internationaux comme le *Da Vinci Code* de Dan Brown – met en lumière le processus par lequel la théorisation complotiste se popularise et pénètre dans le courant dominant²⁰⁸. L'effet est une socialisation généralisée dans la culture

204 Barkun, M., « Conspiracy Theories as Stigmatized Knowledge », *Diogenes* (2016). Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1177/0392192116669288>.

205 *Ibid.*

206 Thalmann, *The Stigmatization of Conspiracy Theory*, p. 13.

207 *Ibid.*, p. 12.

208 Birchall, C., *Knowledge Goes Pop: From Conspiracy Theory to Gossip* (Oxford: Berg, 2006), p. 38.

de la théorie du complot : le public s'est familiarisé, grâce à la culture populaire, au « style et à la rhétorique, aux tropes et dispositifs récurrents dans les théories du complot », de telle façon que ces dernières sont devenues de plus en plus visibles dans la sphère publique et conservent leur attrait comme « modèle conceptuel » pour aborder les événements se déroulant partout dans le monde²⁰⁹. Les théories du complot « font désormais partie », comme l'avance Clare Birchall, « de notre réponse collective aux événements locaux et mondiaux »²¹⁰.

Alors que le discours culturel se manifeste de plus en plus sur Internet et les médias sociaux, la marchandisation des théories du complot a, elle aussi, lieu en ligne. Nous avons assisté pendant les années 2010 à l'envolée de provocateurs et théoriciens du complot en ligne, tels qu'Alex Jones, Donald Trump et Milo Yiannopoulos, qui ont littéralement tiré des profits du colportage de théories du complot et de leur insistance sur leur statut ostensible d'outsiders²¹¹. Thalmann avance que, « en se faisant passer pour arbitre implacable de la vérité vis-à-vis des médias traditionnels (Jones), outsider de la politique de Washington ayant pour mission de défier une élite conspirationniste et corrompue (Trump) et bouffon de la sous-culture de droite (Yiannopoulos), ces trois personnages ont pu convertir la stigmatisation des théories du complot en capital social et économique »²¹².

La théorisation complotiste s'est donc petit à petit extirpée du royaume de la contre-culture et gagne en visibilité, depuis une dizaine d'années, dans le discours culturel généralisé. Comme le montre le rapport ci-dessus, les médias sociaux jouent un rôle irréfutable dans la création, la diffusion et la consommation des théories du complot. Le seul succès monétaire des « professionnels » de la théorie du complot en ligne comme Jones suggère l'existence d'une industrie, par ailleurs très rentable, de la théorie du complot.

Maintenant que nous avons mis ce cadre en place, nous pouvons commencer à réfléchir aux implications et défis de la modération radicale ou de l'interdiction des contenus complotistes en ligne.

Les sociétés de médias sociaux doivent-elles endosser le rôle de gardiennes contre les théories du complot ?

Au fil des ans, les sociétés de médias sociaux ont été chargées de contrôler les contenus préjudiciables sur leurs plateformes. Comme nous l'avons vu, plusieurs plateformes ont pris la décision de supprimer les contenus d'InfoWars au début du deuxième semestre 2018. En 2019, Instagram et Facebook ont exclu plusieurs théoriciens du complot d'extrême droite de leurs plateformes, comme Yiannopoulos, Paul Joseph Watson et Laura Loomer²¹³. En août 2020,

209 Thalmann, *The Stigmatization of Conspiracy Theory*, p. 191.

210 Birchall, *Knowledge Goes Pop*, p. 34.

211 Les dossiers judiciaires montrent qu'en 2014, les entreprises d'Alex Jones réalisaient un chiffre d'affaires annuel net de 20 millions de dollars, et qu'il avait acheté quatre montres Rolex en une journée en 2014. Voir : Williamson, E. et Steel, E., « Conspiracy Theories Made Alex Jones Very Rich. They May Bring Him Down », *New York Times* (7 septembre 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/09/07/us/politics/alex-jones-business-infowars-conspiracy.html>.

212 Thalmann, *The Stigmatization of Conspiracy Theory*, p. 197.

213 « Instagram and Facebook Ban Far-Right Extremists », *The Atlantic* (mai 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.theatlantic.com/technology/archive/2019/05/instagram-and-facebook-ban-far-right-extremists/588607/>.

Facebook a étendu sa politique aux « réseaux complotistes incitant à la violence » comme QAnon²¹⁴. Début janvier 2021, Twitter a suspendu Donald Trump de façon permanente.

Bien que ces personnes aient produit, distribué et profité des théories du complot, leur expulsion des médias sociaux a souvent été due à des questions « comorbides » comme la violation des conditions de service pour incitation à la violence, discours haineux ou harcèlement. Au bout du compte, ces plateformes ne modèrent pas les théories complotistes en ligne qui n'induisent pas ou n'incitent pas à la violence.

Le raisonnement de Jack Dorsey sous-tendant l'absence d'expulsion de Jones de Twitter dans un premier temps est instructif : « Nous avons pris la décision hier de ne pas suspendre Alex Jones ni InfoWars. Nous savons que c'est difficile pour beaucoup de personnes, mais la raison est simple : il n'a pas enfreint nos règles d'utilisation. Nous les appliquerons s'il les enfreint ... Les comptes comme celui de Jones peuvent souvent faire preuve de sensationnalisme et diffuser des rumeurs infondées. Il est donc essentiel que les journalistes documentent, valident et réfutent ces informations directement, pour que les gens puissent se faire leur propre opinion. C'est ce qui sert le mieux le dialogue public. »²¹⁵. Une interprétation libérale du premier amendement signifie que les P.-D.G. des sociétés de médias sociaux peuvent souvent traiter les théories du complot comme une opinion quelconque sur le marché des idées.

Cela soulève un certain nombre de questions éthiques épineuses. Tout d'abord, cela donne aux entreprises le rôle de gardiennes du discours social et culturel. Au bout du compte, les plateformes de médias sociaux ne sont que des sociétés qui fonctionnent dans un but lucratif. Il est difficile de défendre l'idée selon laquelle ces individus et entreprises devraient exercer un tel pouvoir sur le discours, la santé publique et la sécurité publique – ou même qu'ils ont à cœur l'intérêt public.

Deuxièmement, comme nous l'avons vu, les théories du complot peuvent être entendues comme des connaissances stigmatisées. Cela signifie que toute connaissance rejetée par les institutions pourrait, en théorie, être qualifiée de théorie du complot. Par exemple, la méfiance des Noirs américains vis-à-vis du milieu médical est prévalente²¹⁶, en raison de la survie, au sein du corps médical, d'hypothèses datant de l'époque de l'esclavage selon lesquelles les Noirs ne ressentent pas la douleur²¹⁷ et d'expériences médicales contraires à l'éthique comme l'étude de Tuskegee sur la syphilis²¹⁸. Ce n'est que récemment que les corps universitaire, scientifique et médiatique ont commencé à affirmer cette réalité ; avant cela, ces connaissances auraient été invalidées en tant que théories du complot. Alors que les réseaux sociaux deviennent les nouveaux gardiens du

214 Facebook, « An Update to How We Address Movements and Organizations Tied to Violence » (19 août 2020). Disponible à l'adresse : <https://about.fb.com/news/2020/08/addressing-movements-and-organizations-tied-to-violence/>.

215 Voir : <https://twitter.com/jack/status/1026984249960755200>.

216 Armstrong, K. et al., « Racial/Ethnic Differences in Physician Distrust in the United States », *American Journal of Public Health*, 97:7 (2007). Disponible à l'adresse : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1913079/> ; Williams, C., « Black Americans don't trust our healthcare system – here's why », *The Hill* (24 août 2017). Disponible à l'adresse : <https://thehill.com/blogs/pundits-blog/healthcare/347780-black-americans-dont-have-trust-in-our-healthcare-system>.

217 Vergano, D., « Many Doctors Hold Racist Beliefs About How Black People Feel Pain », *Buzzfeed News* (27 avril 2016). Disponible à l'adresse : <https://www.buzzfeednews.com/article/danvergano/race-pains>.

218 « 40 Years of Human Experimentation in America: The Tuskegee Study », McGill Office for Science and Society. Disponible à l'adresse : <https://www.mcgill.ca/oss/article/history/40-years-human-experimentation-america-tuskegee-study>.

discours, la question qui se pose est celle de savoir si les théories du complot devraient être limitées et, dans l'affirmative, comment procéder sans mettre en danger la liberté d'expression des utilisateurs.

Enfin, et de façon connexe, la modération des théories du complot en ligne ne peut être effectuée éthiquement qu'au moment où celles-ci débordent et causent d'autres préjudices, comme des discours haineux, des actes de harcèlement ou des incitations à la violence. Cette approche est souvent trop faible et trop tardive, comme nous l'avons vu avec le phénomène QAnon. Le fait de ne pas invalider correctement la théorie et de pousser les utilisateurs vers des contenus postés par QAnon signifie que les mesures radicales prises par les plateformes arrivent trop tard²¹⁹. L'exclusion de masse de Trump et d'autres comptes diffusant des théories du complot n'a eu lieu qu'après l'insurrection du 6 janvier 2021 au Capitole et une élection générale houleuse lors de laquelle une partisane de QAnon a été élue au Congrès²²⁰, deux exemples qui illustrent bien les conséquences catastrophiques que peuvent avoir l'inaction ou la prise de mesures tardives dans la vie réelle.

Le contrôle des théories du complot en ligne aggrave-t-il la situation ?

La modération ou la suppression des théoriciens du complot des principaux médias sociaux entraînent deux conséquences imprévues, et sans doute tout aussi dangereuses. Comme nous l'avons vu plus haut, pour protéger certaines formes de connaissances stigmatisées, les sociétés de médias sociaux ne peuvent éthiquement modérer les théories du complot en ligne qu'une fois que des menaces ont été proférées ou mises à exécution dans le monde réel. Au moment de l'expulsion de Jones des médias sociaux, le mal était fait : il était déjà mondialement connu, ses contenus étaient visibles depuis plusieurs années, leur portée s'était étendue avec le temps et il s'était enrichi financièrement. Ce capital social et économique signifie que Jones continue de faire du tort et de contribuer aux préjudices commis dans le monde réel. Par exemple, Jones a personnellement dépensé 500 000 dollars pour réserver The Ellipse, un parc situé entre la Maison-Blanche et le Washington Monument, à Washington D.C., pour le rassemblement du 6 janvier 2021 qui a débouché sur l'insurrection au Capitole²²¹. Il a par ailleurs dirigé un rassemblement anti-masque devant le Capitole de l'État du Texas, menaçant ainsi la santé publique au plus fort de la pandémie de coronavirus²²².

La modération trop faible et trop tardive des théories du complot en ligne peut donc se traduire par le martyre, au nom duquel les « professionnels » des théories du complot se permettent de mener des actions plus extrêmes, voire violentes, hors ligne. Puisque les partisans

219 « Facebook a également reconnu que certaines pages et certains groupes associés aux théories extrémistes de QAnon avaient au moins 3 millions de membres, ce qui signifie que Facebook a aidé à radicaliser 2 millions de personnes. » Voir: McNamee, R., « Platforms Must Pay for Their Role in the Insurrection », *Wired*, (7 janvier 2021). Disponible à l'adresse : <https://www.wired.com/story/opinion-platforms-must-pay-for-their-role-in-the-insurrection/>.

220 Levin, S., « QAnon supporter Marjorie Taylor Greene wins seat in US House », *The Guardian* (4 novembre 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/us-news/2020/nov/03/qanon-marjorie-taylor-greene-wins-congress>.

221 Graziosi, G., « Alex Jones says he paid \$500,000 for rally that led to Capitol riot », *The Independent* (11 janvier 2021). Disponible à l'adresse : <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-election-2020/alex-jones-paid-rally-capitol-riot-b1784603.html>.

222 Palmer, E., « Infowars' Alex Jones Leads 'We Can't Breathe' Anti-Mask Protest in Texas », *Newsweek* (29 juin 2020). Disponible à l'adresse : <https://www.newsweek.com/texas-covid-alex-jones-mask-protest-1514068>.

des théories du complot s'appuient déjà sur leur statut d'« outsiders », leur suspension ou leur expulsion des plateformes peut les pousser plus loin sur la voie de la radicalisation.

De même, l'exclusion ou la restriction de l'accès des théoriciens du complot aux médias sociaux peuvent enraciner davantage la croyance de l'existence d'une preuve supplémentaire d'une conspiration. Elles peuvent même étendre la portée de la théorie du complot aux médias ; les partisans prendront « la 'démystification' ou le blocage des contenus complotistes comme une preuve de la subjectivité des médias traditionnels, voire comme un signe que les médias font partie du complot des élites »²²³.

Seul l'avenir nous dira si Donald Trump, qui a flirté avec des milices partisans de la suprématie blanche et leur a donné une place dans l'espace public jusqu'à l'insurrection du 6 janvier 2021, migrera vers une autre plateforme pour continuer à diffuser des théories du complot, ou si l'interdiction contribuera à freiner le potentiel violent de ces dernières. Le fait est que nous glissons sur une pente dangereuse lorsque les plateformes agissent indépendamment les unes des autres ou prennent des mesures sans assumer les conséquences qui se manifesteront sur une autre plateforme. Les expériences passées ont montré que le blocage et l'interdiction des contenus en ligne de l'État islamique et d'al-Qaïda avaient créé une occasion commerciale pour les plateformes non réglementées ou sous-réglementées de combler le vide²²⁴. Les plateformes grand public doivent adopter des plans de secours transparents en collaboration avec d'autres plateformes et les fournisseurs d'accès à Internet lorsqu'elles prennent des mesures radicales contre des personnages aussi puissants que Trump et Jones.

Faut-il modérer les théories du complot partagées à des fins de divertissement ?

Fin janvier 2019, le YouTuber Shane Dawson a sorti une mini-série documentaire intitulée *Conspiracy Series with Shane Dawson* pour ses 20 millions d'abonnés²²⁵. Le premier épisode, « Conspiracy Theories with Shane Dawson », dure 1 h 44 et s'ouvre sur une publicité de 50 secondes pour un service de coupons en ligne. La vidéo mélange des contenus de type vlog et des scènes de Dawson conduisant en Californie, dans des zones touchées par les incendies de 2018, avec son fiancé et des amis. Dawson pose des questions en conduisant, comme « Comment est-ce possible que toutes les maisons de la rue aient pris feu, sauf une ? » Ailleurs, les maisons situées d'un côté de la rue sont totalement détruites, tandis que celles situées en face sont intactes. « Qu'est-ce que cela signifie ? », s'interroge Dawson de façon rhétorique. « Je ne suis pas un scientifique... mais, cela veut bien dire quelque chose, non ? » Parmi les autres sujets abordés dans la vidéo, Dawson traite des côtés sombres des dessins animés manipulant les enfants, des messages subliminaux utilisés par les marques de vêtements et la surveillance des utilisateurs par leurs iPhone²²⁶. Bien que Dawson ne valide pas explicitement une croyance en une théorie du complot, il offre à son public des « preuves » qui penchent vers

223 Thalmann, *The Stigmatization of Conspiracy Theory*, p. 195.

224 Voir, par exemple, le rapport du GNET sur les alternatives à la plateforme de messagerie chiffrée, Telegram : <https://gnet-research.org/wp-content/uploads/2020/12/GNET-Report-Migration-Moments-FRENCH.pdf>.

225 Voir : <https://socialblade.com/youtube/user/shane/monthly>.

226 Voir : <https://youtu.be/BHLBaOASC74>.

l'acceptation d'une explication complotiste à ces événements – ce qui a, sans aucun doute, les mêmes effets négatifs que des contenus explicitement conspirationnistes.

La vidéo a été, dans un premier temps, démonétisée après que le service de modération automatique a identifié la présence d'une farce préjudiciable qui avait été interdite sur le site²²⁷. Dawson a écrit sur Twitter qu'il pensait que ses vidéos n'étaient pas « favorables aux marques » mais que les « annonceurs devraient s'engager dans des contenus plus audacieux »²²⁸. La vidéo a toutefois été remonétisée peu de temps après, un porte-parole de YouTube expliquant que la première mesure avait été prise par erreur²²⁹. Au moment de la rédaction de ce rapport, la vidéo avait été visionnée plus de 49,5 millions de fois et avait rapporté à Dawson des centaines de milliers de dollars en recettes publicitaires²³⁰.

La semaine précédant la première de « Conspiracy Theories with Shane Dawson », YouTube avait publié un communiqué annonçant le lancement d'une politique pilote sur les contenus complotistes. L'entreprise annonçait la chose suivante dans ce communiqué : « nous allons commencer à réduire les recommandations de contenus 'borderline' et de contenus susceptibles de désinformer les utilisateurs de façon préjudiciable – tels que les vidéos faisant la promotion d'un faux remède miracle à une maladie grave, affirmant que la Terre est plate ou faisant des affirmations ouvertement fausses sur des événements historiques comme le 11 septembre ». Ces vidéos ne figureraient pas dans l'algorithme de YouTube où elles seraient recommandées à la plupart des utilisateurs, mais pourraient toujours être recommandées aux utilisateurs de YouTube abonnés à une chaîne mettant en ligne ce type de contenu « borderline »²³¹.

La politique de YouTube et son appui à la série de Dawson sur les complots soulèvent des questions éthiques et pratiques difficiles sur la modération des contenus complotistes postés à des fins de divertissement. En présentant des théories du complot comme des possibilités, la série de Dawson et d'autres contenus de type conspirationniste mettent YouTube en difficulté dans sa recherche d'un équilibre entre la liberté d'expression et la modération responsable. YouTube est depuis longtemps sous le feu des critiques compte tenu de sa méthode de recommandation de contenus similaires, qui peut entraîner une radicalisation en servant des idées de plus en plus radicales à ses utilisateurs²³².

Les vidéos de Dawson sont, au bout du compte, du divertissement, mais elles permettent également aux spectateurs de se familiariser avec les schémas de pensée communs aux théories du complot. Par exemple, sa question rhétorique constante, « Qu'est-ce que cela *signifie* ? » affirme qu'il existe une définition et une explication

227 Alexander, J., « YouTube's vague conspiracy theory policies present issues for the platform », *The Verge* (6 février 2019). Disponible à l'adresse : <https://www.theverge.com/2019/2/6/18213648/shane-dawson-conspiracy-video-youtube-demonetization-community-guidelines>.

228 Voir : <https://twitter.com/shanedawson/status/1091161227076657152>.

229 Alexander, J., « YouTube's reviewing mistake could cost Shane Dawson thousands of dollars », *The Verge* (31 janvier 2019). Disponible à l'adresse : <https://www.theverge.com/2019/1/31/18205059/shane-dawson-conspiracy-theories-youtube-demonetized>

230 Calcul réalisé à partir d'une recette publicitaire moyenne de 2 dollars pour 1 000 vues, gonflée en raison de la portée et de la popularité de Dawson. Voir : Alexander, « YouTube's reviewing mistake ».

231 Newton, C., « YouTube says it will recommend fewer videos about conspiracy theories », *The Verge* (29 janvier 2019). Disponible à l'adresse : <https://www.theverge.com/2019/1/25/18197301/youtube-algorithm-conspiracy-theories-misinformation>.

232 Tufekci, Z., « YouTube, The Great Radicalizer », *New York Times* (10 mars 2018). Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2018/03/10/opinion/sunday/youtube-politics-radical.html>.

secrètes et peut-être sinistres aux événements ayant lieu dans le monde. Sa grande influence sur la plateforme normalise les théories du complot, en permettant à ses spectateurs de parler plus aisément des théories du complot.

Il n'est pas possible d'analyser l'impact réel des contenus complotistes visant à faire du divertissement en ligne, mais une conclusion raisonnable serait qu'ils contribuent à la normalisation des théories du complot. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il s'agit d'un premier pas vers la radicalisation et que ces contenus devraient être modérés de façon radicale, ni qu'ils contribuent à une relégitimation générale et totale des théories du complot dans le discours actuel. Mais ils contribuent tout de même à la visibilité générale accrue des théories du complot en ligne, ce qui a le potentiel de renforcer les croyances des complotistes. Plus inquiétant encore, ils permettent aux créateurs de contenus en ligne de tirer profit des théories du complot, ouvrant ainsi la voie à des escrocs comme Alex Jones qui ont amassé une petite fortune personnelle en diffusant des mésinformations nuisibles et en incitant à la violence dans le monde réel.



COORDONNÉES

Pour toute question, demande d'information et demande de copies supplémentaires du présent rapport, contacter :

ICSR
King's College London
Strand
Londres WC2R 2LS
Royaume-Uni

T. **+44 20 7848 2098**
E. **mail@gnet-research.org**

Twitter : **[@GNET_research](https://twitter.com/GNET_research)**

Ce rapport peut, comme toutes les autres publications du GNET, être téléchargé gratuitement à partir du site Internet du GNET : www.gnet-research.org.

© GNET